

# Finanzierung der beruflichen Grundausbildung:

## Die Lehrstellen-Initiative (*lipa*) und das neue Berufsbildungsgesetz im Vergleich

Eine Studie im Auftrag des  
Schweizerischen Gewerkschaftsbundes  
(avec une introduction de Peter Sigerist  
et une version abrégée en français)

von Armin Jans

# Dossier 9

Juni 2001

# Inhaltsverzeichnis

<b>L'initiative pour des places d'apprentissage (<i>lipa</i>) et l'avenir du système dual de formation professionnelle.....</b>	<b>I</b>
<b>Résumé .....</b>	<b>IV</b>
<b>Texte de l'initiative <i>lipa</i>.....</b>	<b>VIII</b>
<b>Die Lehrstellen-Initiative, <i>lipa</i>, und die Zukunft des dualen Berufsbildungssystems .....</b>	<b>X</b>
<b>Zusammenfassung.....</b>	
<b>.           2</b>	
<b><i>lipa</i> – Initiativtext.....</b>	<b>5</b>
<b>1 Auftrag und Methodik.....</b>	<b>7</b>
1.1 Vorgeschichte .....	7
1.2 Auftrag .....	8
1.3 Methodik.....	8
<b>2 Eckdaten zur Berufsbildung.....</b>	<b>11</b>
<b>3 Finanzielle Auswirkungen der <i>lipa</i> .....</b>	<b>20</b>
3.1 Unterschiede <i>lipa</i> und neues Berufsbildungsgesetz .....	20
3.2 Recht auf berufliche Ausbildung .....	21
3.3 Verpflichtung für genügendes Lehrstellenangebot.....	26
3.4 Berufsbildungsfonds .....	34
3.5 Kritik an der <i>lipa</i> .....	47
<b>4 Quellen.....</b>	<b>52</b>

## Verzeichnis der Abkürzungen

BBG	Berufsbildungsgesetz
BBT	Bundesamt für Berufsbildung und Technologie
BfS	Bundesamt für Statistik
BIBB	Bundesinstitut für Berufsbildung, Bonn
<i>lipa</i>	Lehrstelleninitiative – Initiative pour des places d'apprentissage
SGB	Schweizerischer Gewerkschaftsbund

WBK-N

Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Nationalrats

# L'initiative pour des places d'apprentissage (*lipa*) et l'avenir du système dual de formation professionnelle

En recherche sociale et chez les praticien(ne)s, les avis divergent quant à l'avenir du système dual dans la formation initiale et continue. Certes, dans le domaine du souhaitable, la plupart des expert(e)s soulignent les avantages de l'« alternance », c'est-à-dire le transfert continu de compétences dans deux lieux de formation : l'école et l'entreprise<sup>1</sup>.

En Suisse, dans le domaine des attentes, les propos variés font face à une évolution négative du système dual de formation professionnelle. Depuis les années 80, on observe une diminution du nombre de diplômes dans la formation professionnelle initiale. Dans les années 90, les patrons ont manifesté une volonté nettement moindre de dispenser une formation initiale. Les études empiriques, ainsi que la procédure de consultation relative à la nouvelle loi sur la formation professionnelle, reflètent néanmoins une attitude générale largement positive face à l'alternance<sup>2</sup>.

Sur le plan international, nous observons une tendance au rapprochement des systèmes de formation au degré secondaire II. Si le système dual est encore minoritaire au sein des pays de l'OCDE, on relève des réformes allant dans le sens de l'alternance dans des pays où la formation est dispensée entièrement à l'école, autrement dit dans le sens de l'augmentation de la part de la formation pratique en entreprise, et, à l'inverse, le développement de la formation en école dans des pays où le système dual règne en maître<sup>3</sup>.

L'initiative pour des places d'apprentissage a été conçue dès le début comme un projet politique pour revitaliser le système dual de formation professionnelle<sup>4</sup>. Cela ressort clairement du texte de l'article constitutionnel de la *lipa*, contraignant pour le législateur (voir page VIII) tout comme de l'ensemble des publications du comité d'initiative (voir « Quellen », p. 38). Le mode de fonctionnement du système dual de formation a déjà été établi de manière déterminante par la Cour constitutionnelle

fédérale allemande, dans un arrêt rendu le 10 décembre 1980 à propos d'une loi sur l'encouragement des places de formation : « Lorsque l'État, en se fondant sur ce partage des tâches, confie aux employeurs la formation professionnelle pratique des jeunes, il est en droit de s'attendre à ce que le collectif des employeurs remplisse cette tâche selon ses possibilités objectives, de manière à offrir une place d'apprentissage à tous les jeunes souhaitant suivre une formation. Cela est aussi vrai lorsque le libre jeu des forces ne suffit plus à assurer l'exécution des tâches assumées » (trad. USS). La Cour constitutionnelle fédérale allemande parle alors d'une « tâche publique » gérée par l'économie. Acceptant la taxe en matière de formation professionnelle comme un outil admissible pour garantir l'exécution de cette tâche, elle déclare que « la taxe en matière de formation ne se présente pas sous la forme d'un impôt mais d'une taxe spéciale admissible ». Tout en contribuant à faire aboutir la *lipa*, l'USS a pris une part très active à la révision totale de la loi fédérale sur la formation professionnelle et s'est fortement investie pour mettre sous toit les premier et deuxième arrêtés sur les places d'apprentissage. Lorsque le Conseil fédéral dit « *qu'avec le développement d'offres de formation proposées par l'État le lien étroit et utile qui unit la formation professionnelle à la pratique se distend* » cette affirmation est tout bonnement fautive en ce qui concerne la *lipa*. L'introduction d'incitations destinées aux entreprises fait que la *lipa* se situe dans le droit fil des arrêtés parlementaires sur les places d'apprentissage ainsi que de la nouvelle loi sur la formation professionnelle. La *lipa* renforce le système dual, puisqu'elle entend pallier ses faiblesses par un dispositif d'incitations et des normes de qualité<sup>6</sup>.

La politique de l'USS pour renforcer le système dual peut aussi être suivie à travers ses prises de position au sujet de l'obligation des nouvelles (et anciennes) entreprises de dispenser une formation initiale et continue dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (ICT)<sup>7</sup>, ainsi que dans son « Guide pour les responsables de la formation professionnelle dans les syndicats »<sup>8</sup>.

Par cette étude d'Armin Jans, l'USS apporte une contribution importante

- à la nécessité d'arrêter des mesures allant au-delà du message du Conseil fédéral sur une nouvelle loi fédérale sur la formation professionnelle,

- à la concrétisation du mode de fonctionnement de systèmes d'incitations.

Ce faisant, l'USS pose les bases d'un débat objectif et loyal sur l'amélioration de la formation professionnelle dans notre pays.

### Peter Sigerist, secrétaire à la formation de l'USS

- <sup>1</sup> Dans la plupart des branches, l'alternance école/entreprise est complétée par le troisième lieu de formation : les cours d'introduction interentreprises. C'est pourquoi on parle aussi de système « trial » de formation professionnelle.
- <sup>2</sup> « L'attitude des entreprises suisses face à la réforme de la formation professionnelle », de Hans Geser, in : *La Vie économique* 2/01. Et : « Prévisions liées à l'avenir de la formation professionnelle », de Jeannine Dumont, in : *La Vie économique* 2/01. Message relatif à une nouvelle loi sur la formation professionnelle (LFPPr) du 6 septembre 2000, p. 5269 ss.
- <sup>3</sup> *Panorama* 1/2001 : « Alternance – un jeu de théorie et de pratique », voir en particulier les contributions de Jacques Amos.
- <sup>4</sup> Les discussions sur l'avenir de l'alternance en RFA ont été une référence importante pour l'USS et le comité en faveur de la *lipa*. L'article « Bildung und Beruflichkeit in der Dienstleistungsgesellschaft », de Gerhard Bosch, in : *Gewerkschaftliche Monatshefte* 1/2001, propose un bon aperçu, quoique sommaire, de ce débat.
- <sup>5</sup> Message du Conseil fédéral du 25.10.2000 sur l'initiative populaire « pour une offre appropriée en matière de formation professionnelle » (initiative pour des places d'apprentissage), p. 86 et p. 100.
- <sup>6</sup> Selon la prise de position du 31.1.01 du comité d'initiative en faveur de la *lipa* présentée à l'occasion de son audition du 1.2.01 devant la commission de la science, de l'éducation et la culture (CSEC) du Conseil national.
- <sup>7</sup> Réponse (en allemand seulement) donnée par l'USS (11.5.01) dans le cadre de la procédure de consultation sur l'initiative parlementaire : « Prestations de services postaux, ferroviaires ou de télécommunications - Obligation de proposer des formations professionnelles »
- <sup>8</sup> « Règlements d'apprentissage de l'OFFT - Guide pour les responsables de la formation professionnelle dans les syndicats », novembre 2000.

# Résumé

## I. Rappel et objectif de l'étude

1. La récession et d'autres causes ont fait que le nombre de places d'apprentissage a reculé de quelque 30'000 unités (= 13%) entre 1991 et 1996 (tableau 2-1, p. 9). Pour remédier à cette pénurie de places d'apprentissage et, en plus, introduire certaines innovations, les Chambres fédérales ont, en 1997 et 1999, promulgué deux arrêtés sur la question. La tendance à la baisse a ainsi pu être enrayée; le nombre de places d'apprentissage augmente depuis 1996 (tableau 2-1, p. 9). À l'heure actuelle, une loi sur la reconversion ITC (CII) et des mesures pour favoriser l'intégration des ressortissant(e)s étrangers sont en préparation.
2. Vue la pénurie de places d'apprentissage et comme le système de formation professionnelle présentait d'autres faiblesses encore, certaines associations de jeunesse ont, avec l'appui de l'Union syndicale suisse (USS), lancé l'initiative populaire pour une offre appropriée en matière de formation professionnelle (initiative pour des places d'apprentissage, *lipa* en abrégé). Elle a été déposée en octobre 1999. Dans son message du 25.10.2000, le Conseil fédéral a proposé aux Chambres fédérales de la rejeter. Dans le même temps ou presque, il leur a soumis une révision totale de la loi sur la formation professionnelle (LFPr) ; cette loi joue en fait le rôle de contreprojet indirect.
3. Dans l'enquête que vous avez entre les mains, une comparaison est établie entre le financement de la formation professionnelle suivant la *lipa* et le financement de la formation professionnelle suivant le projet de LFPr tel qu'il est présenté dans le message du Conseil fédéral. Il s'agit de mettre en évidence le montant des frais supplémentaires à la charge de l'État entraînés par la *lipa* par rapport à la nouvelle LFPr. Il sied par ailleurs de répondre aux critiques contre la *lipa* formulées par le Conseil fédéral et d'autres.

4. Compte tenu du temps à disposition, les résultats doivent être entendus comme des estimations grossières reflétant un ordre de grandeur. Ces résultats seront adaptés, si de nouvelles données sont présentées au sujet du coût de la formation professionnelle des entreprises, ou si le parlement fédéral vote une loi sur la formation professionnelle s'écartant, sous l'angle financier, de la proposition du Conseil fédéral.

## **II. Coût de la formation professionnelle en 1994**

5. À en croire Hanhart/Schulz, le total des coûts de la formation professionnelle s'élevait à 6,7 milliards de francs en 1994. Les pouvoirs publics en supportaient 43%, les apprenti(e)s 31% (sous la forme de travail non rémunéré par un salaire), et les entreprises formatrices 26% (tableau 2-4, p. 12).
6. Les apprenti(e)s sont-ils rentables, financièrement parlant, pour une entreprise ? Cela dépend des coûts occasionnés par leur formation mais non couverts par leur prestation de travail (coûts partiels nets). À la suite de l'étude de Hanhart-Schulz, les coûts partiels nets des entreprises formatrices ont été estimés à 420 millions de francs pour 1994 (tableau 2-6, p. 14). Ils sont très nettement plus faibles dans les petites entreprises que dans les grandes (tableau 2-7, p. 15). Dans les métiers artisanaux de la construction, ils représentent à peu près la moitié du niveau atteint dans l'industrie des machines (tableau 2-8, p. 15).

## **III. Conséquences financières de la *lipa* par rapport à la nouvelle LFPr**

7. À la différence de la nouvelle LFPr, la *lipa* demande que le droit à une formation professionnelle soit garanti ; les pouvoirs publics doivent veiller à garantir une offre suffisante de places d'apprentissage. Deuxième différence : la *lipa* prévoit la création d'un fonds national pour la formation professionnelle, alors que la nouvelle LFPr se contente de stipuler que la Confédération peut habiliter des organisations professionnelles à prélever des contributions aux frais de la



formation professionnelle auprès des entreprises non formatrices (tableau 3-1, p. 16). Ces deux différences engendrent des coûts supplémentaires par rapport à la nouvelle LFPr.

8. Le droit à une formation professionnelle entraîne des surcoûts pour trois raisons : primo, tous les jeunes en fin de scolarité obligatoire doivent suivre une formation et donc acquérir une qualification professionnelle. Secundo, les salarié(e)s non qualifiés âgés de 25 à 64 ans, qui représentent actuellement 20% de la population exerçant une activité rémunérée, doivent être plus nombreux à acquérir une qualification. Tertio, il faut déployer des efforts particuliers pour les quelque 100'000 personnes qui ont entre 16 et 25 ans et ne possèdent aucun diplôme professionnel. La *lipa* n'a donc pas seulement en point de mire les jeunes au terme de leur scolarité, elle cherche aussi aider les personnes sans qualification à combler leurs lacunes dans le domaine de la formation.
9. Pour donner une formation aux jeunes sortis de l'école et une qualification aux personnes âgées de 25 à 64 ans qui n'en ont pas, 15'000 à 24'000 places d'apprentissage supplémentaires sont nécessaires en permanence ; 10'700 à 16'600 autres places d'apprentissage destinés aux jeunes de 16 à 25 ans sans qualification professionnelle sont aussi nécessaires pour une période transitoire de 7 à 9 ans (tableau 3-2, p. 18). Cela représente un accroissement de 7,5 à 20% par rapport aux chiffres d'aujourd'hui. À supposer que ces places d'apprentissage puissent être procurées par les entreprises, les pouvoirs publics (Confédération et cantons) devront prendre en charge un surcoût permanent de 260 à 380 millions de francs par an, à quoi il faut ajouter 144 à 224 millions pour une période transitoire de 7 à 9 ans (tableau 3-3, p. 19).
10. La création d'un aussi grand nombre de nouvelles places d'apprentissage place le système de formation professionnelle devant une tâche très difficile, d'autant plus difficile que ces places d'apprentissage doivent être créées dans des champs professionnels porteurs d'avenir et que l'offre doit aussi être proposée aux jeunes ayant eu des problèmes scolaires dans le passé.

#### IV. L'activité du fonds pour la formation professionnelle

11. Le fonds suisse pour la formation professionnelle devrait, au moins durant la période de démarrage, se borner à la péréquation des charges entre les entreprises formatrices. Pour atteindre l'objectif d'accroître le nombre de places d'apprentissage, il faut créer une incitation financière suffisante pour amener les entreprises à former des apprenti(e)s. Cela suppose que l'ensemble des coûts partiels de la formation des apprenti(e)s (ou à tout le moins la majeure partie de ces coûts) soit pris en charge par le fonds. Il est possible ou d'effectuer des paiements directs aux entreprises formatrices ou, de manière indirecte, de faire prendre en charge les coûts hors entreprise par le fonds. De même, le fonds pour la formation professionnelle est mieux accepté par les milieux économiques s'il se concentre sur la compensation des charges.
12. Le fonds suisse pour la formation professionnelle devrait être doté au moins de 500 à 750 millions de francs (tableau 3-7, p. 27). La manière la plus appropriée de lui fournir des rentrées est de prélever une taxe unique pour toutes les entreprises, représentant 2 à 2,5 pour mille de la masse salariale soumise à l'AVS (tableau 3-8, p. 30). La compensation des charges se fera au niveau des dépenses du fonds.
13. Le fonds suisse pour la formation professionnelle peut tenir compte des fonds déjà en place dans les cantons et les branches professionnelles en réduisant ses frais d'administration. Il faudrait s'abstenir d'accorder un traitement de faveur aux cantons et aux branches qui ont déjà introduit un fonds pour la formation professionnelle.
14. Les opposant(e)s à la *lipa* critiquent d'une part le droit à une formation professionnelle, ce qui est incompréhensible vu le grand nombre de salarié(e)s sans qualification professionnelle que nous connaissons aujourd'hui. D'autre part, ils critiquent aussi le fonds pour la formation professionnelle, jugé bureaucratique, interventionniste et mal adapté à son but. Une taxe de 2 à 3 pour

mille sur la masse salariale soumise à l'AVS est cependant une solution simple sur le plan administratif. Le grief d'interventionnisme (un interventionnisme jugé hors de propos) tombe à plat si l'on songe que le fonds doit être géré par des commissions tripartites dans les cantons.

## **La *lipa* en toutes lettres**

La constitution fédérale est complétée comme suit (art. 63a):

1. Le droit à une formation professionnelle appropriée est garanti.
2. La Confédération et les cantons veillent à garantir une offre suffisante en matière de formation professionnelle. Cette formation doit être de qualité et peut être dispensée dans des entreprises et dans des écoles professionnelles, dans des écoles publiques ou dans des institutions analogues placées sous la surveillance de l'Etat.
3. La Confédération crée un fonds pour la formation professionnelle.
4. Le financement du fonds est assuré par des contributions de tous les employeurs. Les coûts des places de formation mises à disposition doivent être pris en compte si ces places satisfont aux exigences de qualité.
5. La Confédération règle la répartition des capitaux du fonds entre les cantons. Les cantons sont compétents pour l'utilisation de ces capitaux. A cet effet, ils associent les partenaires sociaux. Ces derniers participent notamment au contrôle de la qualité des places de formation.

Nouvelle disposition transitoire de la constitution fédérale (adjonction à l'art. 196)

Si la loi d'application n'est pas entrée en vigueur trois ans après l'acceptation de l'article constitutionnel, le Conseil fédéral prend à cette date les mesures nécessaires par voie d'ordonnance.

# Die Lehrstellen-Initiative, *lipa*, und die Zukunft des dualen Berufsbildungssystems

In der Sozialforschung und bei den Praktiker/innen gibt es zur Zukunft des dualen Systems in der beruflichen Grund- und Weiterbildung unterschiedliche Haltungen. Im Bereich der Wünschbarkeit betonen zwar die meisten die Vorteile der "Alternance", d.h. die wechselnde Kompetenzvermittlung an zwei Lernorten: Schule und Betrieb.<sup>1</sup>

Im Bereich der Erwartungen stehen sich in der Schweiz unterschiedliche Aussagen und eine negative Entwicklung des dualen Berufsbildungssystems gegenüber. Seit den achtziger Jahren ist ein Rückgang der Abschlüsse in der beruflichen Grundbildung zu beobachten. In den neunziger Jahren gab es einen massiven Einbruch bei der Grundbildungsbereitschaft der Arbeitgeber. Trotzdem spiegeln die empirischen Untersuchungen sowie die Vernehmlassung zum neuen Berufsbildungsgesetz eine weit verbreitete positive Grundhaltung gegenüber der Alternance<sup>2</sup>.

International können wir eine tendenzielle Annäherung der Bildungssysteme auf der Sekundarstufe II beobachten. Ist das duale System innerhalb der OECD-Länder heute noch minderheitlich, so können in Ländern mit vollschulischen Systemen Reformen in Richtung Alternance, also Steigerung des Anteils des betrieblich-praktischen Lernortes und umgekehrt, in Ländern mit ausgeprägten dualen Systemen der Ausbau des Lernortes Schule festgestellt werden<sup>3</sup>.

Die Lehrstellen-Initiative war von Beginn weg als politisches Projekt zur Revitalisierung des dualen Berufsbildungssystems konzipiert<sup>4</sup>. Sowohl der für den Gesetzgeber verbindliche Verfassungstext der *lipa*-Initiative (s. Seite 5) als auch sämtliche Publikationen des Initiativkomitees unterstreichen dies (s. "Quellen" S. 38). Die Funktionsweise des dualen Berufsbildungssystems hat das Bundesverfassungsgericht (BVG) in der BRD bereits in einem Urteil vom 10.12.80 zum Ausbildungsplatzförderungsgesetz schlüssig festgehalten: „Wenn der Staat in Anerkennung dieser Aufgabenteilung den Arbeitgebern die praxisbezogene

Berufsausbildung der Jugendlichen überlässt, so muss er erwarten, dass die gesellschaftliche Gruppe der Arbeitgeber diese Aufgabe nach Massgabe ihrer objektiven Möglichkeiten und damit so erfüllt, dass grundsätzlich alle ausbildungswilligen Jugendlichen die Chance erhalten, einen Ausbildungsplatz zu bekommen. Das gilt auch dann, wenn das freie Spiel der Kräfte zur Erfüllung der übernommenen Aufgaben nicht mehr ausreichen sollte.“ Das BVG spricht dabei von einer „öffentlichen Aufgabe“, die in Selbstverwaltung der Wirtschaft wahrgenommen wird. Es hat die Berufsbildungsabgabe als zulässiges Instrumentarium zur Sicherung dieser Aufgabenstellung anerkannt und festgestellt: „Die Berufsbildungsabgabe stellt sich nicht als Steuer, sondern als zulässige Sonderabgabe dar.“

Der SGB beteiligte sich parallel zum Zustandekommen der *lipa*-Initiative intensiv an der Totalrevision des eidg. Berufsbildungsgesetzes und war massgeblich am Zustandekommen der Lehrstellenbeschlüsse I und II beteiligt. Die Behauptung des Bundesrates, "dass mit einem Ausbau der staatlichen Bildungsangebote der vorteilhafte enge Praxisbezug der Berufsbildung schwindet"<sup>5</sup>, ist im Zusammenhang mit der *lipa*-Initiative schlicht falsch. Mit der Einführung von Anreizen für die Betriebe bewegt sich *lipa* auf den Schienen der parlamentarischen Lehrstellenbeschlüsse sowie des neuen Berufsbildungsgesetzes. *lipa* stärkt das duale System, will es doch dessen Schwächen mit Anreizsystemen und Qualitätsvorgaben überwinden<sup>6</sup>.

Die Politik des SGB zur Stärkung des dualen Systems kann auch in seinen Stellungnahmen zur Grund- und Weiterbildungs-Verpflichtung der neuen (und der alten) Betriebe im Bereich der Informations- und Kommunikationstechnologie (IKT)<sup>7</sup> sowie in seinem "Leitfaden zur Reform von Ausbildungsreglementen"<sup>8</sup> mitverfolgt werden.

Der SGB liefert mit dieser Studie von Armin Jans einen wichtigen Beitrag

- zur Notwendigkeit von über die bundesrätliche „Botschaft zu einem neuen Bundesgesetz über die Berufsbildung“ hinausführenden Massnahmen
- und zur Konkretisierung der Funktionsweise von Anreizsystemen.

Damit hat der SGB die Basis für eine faire und sachliche Diskussion über die Verbesserung der Berufsbildung in diesem Land gelegt.

Peter Sigerist, SGB-Bildungssekretär

- <sup>1</sup> In den meisten Branchen wird die Alternance Schule/Betrieb ergänzt durch den dritten Lernort: die überbetrieblichen Einführungskurse. Deshalb wird auch vom dualen Berufsbildungssystem gesprochen.
- <sup>2</sup> „Zwischen Abwehr und Aufbruch: Die Einstellung der Schweizer Unternehmen zu Reformen in der Berufsbildung.“ Von Prof. Hans Geser. In: Die Volkswirtschaft 2/01. Und: „Prognosen zur Zukunft der Schweizer Berufsbildung.“ Von Dr. Jeannine Dumont. In: Die Volkswirtschaft 2/01. Botschaft zu einem neuen Bundesgesetz über die Berufsbildung vom 6.9.2000, S. 5698.
- <sup>3</sup> Panorama" 1/2001: "Alternance - Zusammenspiel von Theorie und Praxis", s. insbesondere die Beiträge von Jacques Amos.
- <sup>4</sup> Die Diskussionen über die Zukunft der Alternance in der BRD waren für den SGB und das *lipa*-Komitee eine wichtige Referenz. Eine kurze, aber gute Übersicht über diese Debatte findet sich im Artikel "Bildung und Beruflichkeit in der Dienstleistungsgesellschaft". Von Prof. Dr. Gerhard Bosch. In: "Gewerkschaftliche Monatshefte" 1/2001.
- <sup>5</sup> Botschaft des Bundesrates über die Volksinitiative "für ein ausreichendes Berufsbildungsangebot (Lehrstellen-Initiative)" vom 25.10.2000, S. 98 und 112.
- <sup>6</sup> Aus der Stellungnahme des *lipa*-Initiativkomitees vom 31.1.01 anlässlich des Hearings vor der nationalrätlichen Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur (WBK) vom 1.2.01.
- <sup>7</sup> SGB-Vernehmlassung zur Parlamentarischen Initiative: Berufsbildungspflicht für konzessionierte Privatanbieter bei Telecom, Post und Bahnen vom 11.5.01
- <sup>8</sup> "SGB-Leitfaden zu den Ausbildungsreglementen des BBT für Verantwortliche der Berufsbildung in den Verbänden". Nov. 2000.



# Zusammenfassung

## I. Ausgangslage und Ziel der Studie

1. Die Rezession und weitere Ursachen führten dazu, dass die Anzahl Lehrstellen in den Jahren 1991-1996 um rund 30'000 (= 13%) zurückging (Tab. 2-1, S. 9). Um dem so entstandenen Mangel an Lehrstellen entgegenzuwirken und obendrein gewisse Innovationen auszulösen, erliess das Parlament 1997 und 1999 zwei Lehrstellenbeschlüsse. Der Abwärtstrend konnte so gestoppt werden, seit 1996 nimmt die Anzahl der Lehrstellen zu (Tab. 2-1, S. 9). Gegenwärtig werden sodann ein ITC-Umschulungsgesetz und Integrationsmassnahmen für Ausländer/innen vorbereitet.
2. Aufgrund des Lehrstellenmangels, aber auch weiterer Schwachstellen des Berufsbildungssystems wurde von Jugendverbänden mit Unterstützung des SGB die Volksinitiative für ein ausreichendes Berufsbildungsangebot (Lehrstellen-Initiative, kurz *lipa*) lanciert und im Oktober 1999 eingereicht. Der Bundesrat hat in seiner Botschaft vom 25.10.2000 dem Parlament beantragt, die *lipa* abzulehnen. Er hat dem Parlament fast gleichzeitig ein total revidiertes Berufsbildungsgesetz vorgelegt, dieses spielt faktisch die Rolle eines indirekten Gegenvorschlags.
3. In der vorliegenden Untersuchung wird die Finanzierung der Berufsbildung im Rahmen der Lehrstellen-Initiative (*lipa*) und des neuen Berufsbildungsgesetzes (BBG) gemäss Botschaft des Bundesrats verglichen. Daraus soll hervorgehen, wie hoch die Zusatzkosten der *lipa* gegenüber dem neuen BBG für den Staat ausfallen. Einzugehen ist des weiteren auf die Kritik, die vom Bundesrat und anderen gegen die *lipa* geäussert wurde.
4. Angesichts der zur Verfügung stehenden Zeit sind die Ergebnisse als grobe Schätzungen, welche die Grössenordnungen verdeutlichen, zu verstehen. Sie sind anzupassen, falls neue Erkenntnisse über die Berufsbildungskosten der

Betriebe gewonnen würden oder falls das Parlament ein Berufsbildungsgesetz beschliesst, das in finanzieller Hinsicht vom Antrag des Bundesrats abweicht.

## **II. Kosten für die Berufsbildung im Jahre 1994**

5. Gemäss Hanhart/Schulz betragen die Gesamtkosten der Berufsbildung im Jahre 1994 6,7 Milliarden Franken. Davon trugen 43 % die öffentliche Hand, 31% die Lehrlinge (in Form von nicht durch den Lohn abgegoltene Arbeitsleistungen) und 26% die Lehrbetriebe (Tab. 2-4, S. 12).
6. Ob sich Lehrlinge für einen Betrieb finanziell lohnen, hängt ab von den Kosten, die durch die Ausbildung zusätzlich anfallen, die aber nicht durch die Arbeitsleistung der Lehrlinge gedeckt sind (sog. Netto-Teilkosten). Im Anschluss an die Studie von Hanhart-Schulz werden die Netto-Teilkosten der Lehrbetriebe für das Jahr 1994 auf 420 Millionen Franken geschätzt (Tab. 2-6, S. 14). Sie liegen in Kleinbetrieben sehr viel tiefer als in grösseren Betrieben (Tab. 2-7, S. 15). Im Baugewerbe erreichen sie etwa die Hälfte des Niveaus der Maschinenindustrie (Tab. 2-8, S. 15).

## **III. Finanzielle Auswirkungen der *lipa* gegenüber dem neuen Berufsbildungsgesetz**

7. Im Unterschied zum neuem BBG verlangt die *lipa* ein Recht auf Ausbildung, der Staat wird verpflichtet, für genügend viele Lehrstellen zu sorgen. Ein zweiter Unterschied besteht darin, dass die *lipa* die Errichtung eines nationalen Berufsbildungsfonds vorschreibt, während das neue BBG lediglich vorsieht, dass der Bund Branchenorganisationen ermächtigen kann, von nicht ausbildenden Betrieben Beiträge an die Kosten der Berufsbildung zu erheben (Tab. 3-1, S. 16). Diese beiden Unterschiede führen zu Zusatzkosten der *lipa* gegenüber dem neuen BBG.

8. Ein Recht auf berufliche Ausbildung führt aus drei Gründen zu Mehrkosten: Erstens sollen alle Schulentlassenen eine Ausbildung absolvieren und damit eine berufliche Qualifikation erwerben. Zweitens sind von den gegenwärtig rund 20% unqualifizierten Erwerbstätigen, die 25-64 Jahre alt sind, mehr als bislang nachzuqualifizieren. Und drittens ist eine besondere Anstrengung erforderlich für die rund 100'000 Personen, die 16-25 Jahre alt sind und keinen beruflichen Abschluss aufweisen. Die *lipa* hat damit nicht nur die Schulentlassenen im Auge, sondern auch den Nachholbedarf für alle unqualifizierten Personen.
9. Für die Ausbildung der Schulentlassenen und die Nachqualifikation von 25-64-jährigen sind dauerhaft 15'000-24'000 zusätzliche Lehrstellen erforderlich, für eine Übergangszeit von 7-9 Jahren kommen weitere 10'700-16'600 Lehrstellen für die heute 16-25-Jährigen ohne Berufsqualifikation dazu (Tab. 3.2, S. 18). Gegenüber dem heutigen Bestand bedeutet dies einen Zuwachs von 7,5-20%. Unter der Voraussetzung, dass diese Lehrstellen von der Wirtschaft zur Verfügung gestellt werden können, ergeben sich für den Staat (d.h. Bund und Kantone zusammen) permanente Zusatzkosten von 260-380 Millionen Franken pro Jahr, für eine Übergangszeit von 7-9 Jahren kommen weitere 144-224 Millionen Franken dazu (Tab. 3-3, S. 19).
10. Die Schaffung so vieler neuer Lehrstellen stellt eine sehr grosse Herausforderung für das Berufsbildungssystem dar. Zumal sie in zukunftssträchtigen Berufsfeldern zu erfolgen hat und auch für Jugendliche mit erschwerten Voraussetzungen Angebote bereitzustellen sind.

#### **IV. Zur Tätigkeit des Berufsbildungsfonds**

11. Der nationale Berufsbildungsfonds sollte sich zumindest in der Startphase auf den Lastenausgleich unter den ausbildenden Betrieben beschränken. Um den angestrebten Zuwachs an Lehrstellen zu realisieren, ist für die Unternehmen ein ausreichender finanzieller Anreiz zur Ausbildung von Lehrlingen zu schaffen. Dies erfordert, dass die gesamten Teilkosten der Lehrlingsausbildung (oder zumindest ein Grossteil davon) durch den Fonds abzugelten sind. Dies kann

durch direkte Zahlungen an die Lehrbetriebe oder aber indirekt durch Übernahme von ausserbetrieblichen Kosten durch den Fonds erfolgen. Ebenso stösst der Berufsbildungsfonds auf mehr Akzeptanz in der Wirtschaft, wenn er sich auf den Lastenausgleich konzentriert.

12. Der nationale Berufsbildungsfonds sollte mindestens mit einem Volumen von 500-750 Millionen Franken ausgestattet werden (Tab. 3-7, S. 27). Als Einnahme am geeignetsten ist eine für alle Unternehmen einheitliche Abgabe auf der AHV-pflichtigen Lohnsumme im Umfang von 2-2,5‰ (Tab. 3-8, S. 30). Der Lastenausgleich ist über die Fondsausgaben vorzunehmen.
13. Bestehenden kantonalen und branchenmässigen Fondslösungen kann der nationale Berufsbildungsfonds mit einem geringen administrativen Aufwand Rechnung tragen. Von einer Vorzugsbehandlung der Kantone oder Branchen, die bereits einen Berufsbildungsfonds eingerichtet haben, sollte Abstand genommen werden.
14. Die Gegner/innen der *lipa* kritisieren zum einen das Recht auf Ausbildung, was angesichts der gegenwärtig grossen Anzahl Erwerbstätiger ohne Berufsqualifikation unverständlich ist. Zum andern wird der Berufsbildungsfonds als bürokratisch, interventionistisch und wenig zielführend bezeichnet. Eine Abgabe von 2-3 Promille auf der AHV-Lohnsumme ist demgegenüber eine administrativ einfache Lösung. Der Vorwurf des (weltfremden staatlichen) Interventionismus erscheint fehl am Platze, wenn man bedenkt, dass der Fonds von tripartiten Kommissionen in den Kantonen verwaltet werden soll.

### **Die *lipa* im Wortlaut**

Die Bundesverfassung wird wie folgt ergänzt (Art. 63a):

6. Das Recht auf eine ausreichende berufliche Ausbildung ist gewährleistet.

7. Bund und Kantone sorgen für ein genügendes Angebot im Bereiche der beruflichen Ausbildung. Diese Ausbildung muss Qualitätsansprüchen genügen und kann in Betrieben und Berufsschulen, an Schulen unter staatlicher Leitung oder in entsprechenden Institutionen unter staatlicher Aufsicht erfolgen.
8. Der Bund errichtet einen Berufsbildungsfonds.
9. Die Finanzierung des Fonds erfolgt über eine Berufsbildungsabgabe durch alle Arbeitgeberinnen und Arbeitgeber. Die Kosten der angebotenen Ausbildungsplätze sind zu berücksichtigen, sofern diese Ausbildungsplätze den qualitativen Anforderungen genügen.
10. Der Bund regelt die Verteilung der Fondsmittel auf die Kantone. Für die Verwendung dieser Mittel sind die Kantone zuständig. Sie ziehen die Sozialpartner bei. Diese wirken namentlich bei der Überprüfung der Qualität der Ausbildungsplätze mit.

neue Übergangsbestimmung der Bundesverfassung (Zusatz zu Art. 196)

Falls das Ausführungsgesetz zu Artikel 63a der Bundesverfassung nicht innerhalb von drei Jahren nach Annahme des Verfassungsartikels in Kraft tritt, trifft der Bundesrat auf den gleichen Zeitpunkt hin die erforderlichen Massnahmen auf dem Verordnungsweg.

# 1 Auftrag und Methodik

## 1.1 Vorgeschichte

Am 26. Oktober 1999 wurde die Lehrstellen-Initiative (*lipa*) mit 113'032 Unterschriften eingereicht (Wortlaut siehe S. 5). Sie bildet die jugendpolitische und gewerkschaftliche Antwort auf verschiedene Probleme, die während den neunziger Jahren in der Berufsbildung sichtbar geworden sind:

- Der zahlenmässige Mangel an Lehrstellen, der ab Mitte der neunziger Jahre immer mehr Jugendliche in eine „Warteschlange“ (10. Schuljahr, andere Zwischenlösungen) zwang.
- Die zu langsame Anpassung des Lehrstellenangebots an den Strukturwandel (Stichworte: Informations- und Kommunikationstechnologien, neue Dienstleistungen).
- Rund 10% der Jugendlichen beginnen nach der obligatorischen Schulpflicht keine weitere Ausbildung, sondern nehmen sofort eine Erwerbstätigkeit auf. Sie stehen letztlich ohne einen anerkannten Abschluss (Maturität, Lehrabschluss oder andere Diplome) da, haben also keine Berufsqualifikation. Zusammen mit jenen Jugendlichen, die eine weitere Ausbildung zwar beginnen, aber nicht erfolgreich abschliessen, erreicht 15-20% eines Jahrgangs keinen anerkannten Abschluss in der Sekundarstufe II.<sup>1</sup>
- Die finanzielle Zusatzbelastung von Unternehmen, die Lehrlinge ausbilden, gegenüber Unternehmen ohne Lehrlinge (Trittbrettfahrer).

Eine erste Reform wurde vom Bund eingeleitet mit der Umwandlung von höheren Fachschulen (HTL, HWV, HFG) zu Fachhochschulen (FH-Gesetz in Kraft seit 1996) und der damit verbundenen Einführung der Berufsmaturität (ab 1993). Der Lehrstellenmangel und die unzureichende Innovationskraft des Berufsbildungssystems wurden mit den beiden auf Druck des Parlaments erlassenen Lehrstellenbeschlüssen beantwortet. Diese bilden allerdings Übergangsmassnahmen, bis das neue Berufsbildungsgesetz in Kraft tritt.

---

<sup>1</sup> BfS, Bildungsindikatoren (1999), S. 84-85; Berufsbildungsbericht (1996), S. 19.

Der Bundesrat hat dazu den eidg. Räten am 6.9.2000 eine Botschaft und einen Entwurf für ein total revidiertes neues Berufsbildungsgesetz (nBBG) zugeleitet (Vorlage Nr. 00.072). Kurz darauf, am 25.10.2000, hat er dem Parlament beantragt, die *lipa* ohne Gegenvorschlag abzulehnen (Vorlage Nr. 00.086). Parallel dazu befinden sich zwei separate Beschlüsse in Vorbereitung:

- Ein Bundesgesetz über Sondermassnahmen für Umschulungen und Weiterbildung in den Berufen der Informations- und Kommunikationstechnologien (ICT-Umschulungsgesetz) mit einem Finanzvolumen von 100 Mio Franken für die Jahre 2001-2004.<sup>2</sup>
- Integrationsmassnahmen für Ausländer/innen mit einem Teil Berufsbildung und nachholende Berufsqualifizierung im Gesamtumfang von 60-250 Mio Franken pro Jahr.<sup>3</sup>

## 1.2 Auftrag

In dieser Studie soll die Finanzierung der beruflichen Grundausbildung, welche zu einer anerkannten Berufsqualifikation (eidg. Fähigkeitszeugnis, Berufsmatura, Anlehre) führt, gemäss neuem BBG und gemäss *lipa* untersucht und verglichen werden. Insbesondere sollen die Berufsbildungsfonds gegenübergestellt werden. Daraus sollte hervorgehen, wie gross der finanzielle Mehrbedarf der *lipa* gegenüber dem neuen BBG in etwa betragen dürfte.

Schliesslich ist auf die Kritik an der *lipa*, die in der Botschaft des Bundesrates und im Gutachten von Frick/Huth geäussert wird, einzugehen.

## 1.3 Methodik

Zunächst ist die konkrete Ausgestaltung der *lipa* zu präzisieren. Dafür wurde auf verschiedene Dokumente aus dem Kreis der Initianten und Initiantinnen

---

<sup>2</sup> Parlamentarische Initiative der WBK-N, Fassung vom 1.3.2001.

<sup>3</sup> Integration der Ausländerinnen und Ausländer im Bereich der Berufsbildung und Berufstätigkeit, Arbeitsgruppe der Bundesratsparteien, Fassung vom 20. Januar 2001.<sup>3</sup>

zurückgegriffen, zudem stand mit Peter Sigerist ein kompetenter Ansprechpartner zur Klärung von Fragen zur Verfügung.

Als nächstes ist festzulegen, womit die *lipa* zu vergleichen ist. Das neue BBG wird gegenwärtig von der Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Nationalrats (WBK-N) beraten. Es ist davon auszugehen, dass die Kommission die Reformen verstärken will und eine Reihe von weitergehenden Massnahmen beantragen wird. Im vorliegenden Bericht wird indessen von der Fassung ausgegangen, die der Bundesrat vorgelegt hat. Ausgeklammert sind demnach auch der oben angeführte ICT-Beschluss und allfällige neue Integrationsmassnahmen für Ausländerinnen und Ausländer.

Die im folgenden angestellten Überlegungen und daraus abgeleiteten Resultate wären demzufolge anzupassen, falls das neue BBG, das von National- und Ständerat voraussichtlich im ersten Halbjahr 2002 verabschiedet werden dürfte, wesentlich von der Fassung des Bundesrats abweichen sollte. Oder falls neue Integrationsmassnahmen für die ausländische Bevölkerung beschlossen würden. In diesen Fällen würde sich die Kostendifferenz zwischen *lipa* und neuem BBG entsprechend verringern. In diesem Sinne sind die angegebenen Kostenunterschiede zwischen *lipa* und neuem BBG als **Maximalvariante** aufzufassen.

Im zweiten Kapitel werden die für die Fragestellung wichtigsten Eckdaten über Angebot und Nachfrage von Lehrstellen sowie über die Kosten der Berufsbildung vorgestellt und kurz kommentiert. Im dritten Kapitel werden zuerst jene Unterschiede von *lipa* und neuem Berufsbildungsgesetz aufgezeigt, welche zu Zusatzkosten führen. Anschliessend werden diese Zusatzkosten für diese Unterschiede grob geschätzt. Die Ausgestaltungsmöglichkeiten des Berufsbildungsfonds werden diskutiert und beurteilt. Schliesslich wird auf die Kritik an der *lipa* eingegangen, die vom Bundesrat in der Botschaft zur *lipa* und von Frick/Huth in ihrer Studie geäussert werden. Den Abschluss bilden Empfehlungen, die sich meiner Meinung nach für die Umsetzung der *lipa* ergeben.

In der kurzen Zeit, die für die Erstellung der Studie zur Verfügung stand, konnten lediglich grundsätzliche Aspekte erörtert werden. Die Resultate der Berechnungen, die dabei angestellt wurden, verstehen sich als grobe Schätzungen, sie sollen die



**Grössenordnungen** verdeutlichen, um die es geht. Die Unterlagen, die dafür zur Verfügung standen, sind im Quellenverzeichnis aufgeführt. Ein wichtiger Vorbehalt ist dabei anzubringen: Eine zentrale Rolle bei den Kostenschätzungen spielen die Resultate der Untersuchung von Hanhart/Schulz über die Kosten der Berufsbildung für die ausbildenden Unternehmen. Sollte die neue Erhebung, die von der Universität Bern im laufenden Jahr gemacht und nächstes Jahr publiziert wird, zu anderen Ergebnissen gelangen, wären die vorliegenden Ergebnisse und Schlussfolgerungen entsprechend anzupassen.

Mein Dank geht an folgende Personen, die mit ihren Auskünften wertvolle Hilfestellung geleistet haben:

- Anton Rudin und Kurt Wüthrich vom Bundesamt für Statistik
- Nationalrat Ruedi Strahm.

Peter Sigerist vom SGB danke ich für die hervorragende Dokumentation und Begleitung der Untersuchung.

## 2 Eckdaten zur Berufsbildung

Im folgenden werden einige für die Thematik wichtige Eckdaten angeführt und kurz erläutert.

Im Schuljahr 1989/90 setzten 76% der Jugendlichen, welche die Volksschule abgeschlossen hatten, ihre Ausbildung in einer Berufslehre und 24% in einer allgemeinbildenden Schule fort. Wie Tabelle 2-1 zeigt, hat sich elf Jahre später dieses Verhältnis verändert: Rund 20'000 Jugendliche haben von der Berufslehre in allgemeinbildende Schulen gewechselt, der neue „Mix“ beträgt nun 70:30.

In der Berufsbildung spielt die zweijährige Anlehre eine bescheidene Rolle. Die ursprünglich geäusserten Befürchtungen, dass sie zu einer generellen Niveausenkung führen würde, erwiesen sich als unbegründet. Die Reformen, die in den neunziger Jahren eingeführt wurden, zeigen im Schuljahr 1999/2000 zahlenmässig noch bescheidene Auswirkungen: Rund 15% aller Lehrlinge besuchen eine Berufsmaturaklasse, fast 3000 Personen streben die Berufsmatura nach dem Lehrabschluss an. Die Vorlehre ist bislang eine Randerscheinung geblieben, die wie die Anlehre überdurchschnittlich viele Ausländerinnen und Ausländern aufweist.

Tabelle 2-1: Anzahl Schülerinnen der Sekundarstufe II (Schuljahre 1989/90-1999/2000)

Schuljahr	Allgemeinbildung		Berufsbildung				
	Gymnasium	Andere *	Lehre	BM **	Anlehre	Vorlehre	total
1989/90	52'973	19'769	228'859	-	2'584	-	231'443
1990/91	54'311	20'177	218'780	-	2'539	-	221'319
1991/92	55'968	22'034	207'410	-	2'517	-	209'927
1992/93				-		-	200'317
1993/94	59'168	24'631	191'344	241	2'823	-	194'408
1994/95	60'716	25'206	188'855	663	2'885	-	192'403
1995/96	61'833	25'706	188'510	960	3'186	-	192'656
1996/97	62'329	25'354	189'939	1'132	3'123	59	194'259
1997/98	63'625	26'752	193'518	1'385	3'190	359	198'452

1998/99	64'833	26'396	200'182	2'083	3'699	416	206'380
1999/2000	65'764	25'984	204'082	2'733	3'660	755	211'230

\* Schulen für Lehrkräfte, Diplommittelschulen, andere allgemeinbildende Schulen

\*\* Berufsmaturität nach abgeschlossener Berufslehre; übrige BM in Lehre eingeschlossen

Quelle: Statistisches Jahrbuch, div. Jg.

Bei den Bildungsabschlüssen in Tabelle 2-2 fällt das Übergewicht der Frauen bei den allgemeinbildenden Schulen und bei den Gesundheitsberufen ins Auge, während sie bei der Berufsmaturität stark untervertreten sind. Jeder neunte Lehrling in den BBG-Berufen schloss 1999 seine Ausbildung mit der Berufsmaturität ab. Die männlichen Lehrlinge weisen dabei einen Anteil von 15%, die weiblichen einen solchen von 9% auf.<sup>4</sup> Das Ziel einer zahlenmässigen Parität von Berufsmatura und gymnasialer Matura ist noch in weiter Ferne.

Tabelle 2-2: Bildungsabschlüsse der Sekundarstufe II im Jahr 1999

Schulstufe/-typ	Anzahl total	Anteil Frauen (in %)
Allgemeinbildende Schulen (total)	22'183	60,1
- Maturitätszeugnisse	14'869	52,8
- Lehrpatente	3'029	82,6
- Diplommittelschulabschlüsse DMS III	1'900	81,2
- Handelsmittelschuldiplome	2'385	60,5
Berufsbildung (total)	63'400	45,7
- Berufsmaturität	6'027	33,5
- Fähigkeitszeugnisse BBG	47'929	43,4
- Diplome Schweiz. Rotes Kreuz	4'020	88,2
- Andere Fähigkeitszeugnisse	3'488	57,4
- Anlehrausweise	1'936	31,2
Total	85'583	49,5

Quelle: Statistisches Jahrbuch 2001 der Schweiz

<sup>4</sup> Botschaft zum neuen BBG, S. 5722, Abb. 10.

Aufgrund des Lehrstellenmangels wird seit 1997 ein Lehrstellenbarometer erhoben. Die Daten von Tabelle 2-3 zeigen, dass die Anzahl der abgeschlossenen Lehrverträge seit 1997 um rund 4000 gestiegen ist. Dies genügt indes nicht, um den Bedarf an Lehrstellen zu decken:

- Rund 10'000 Jugendliche befanden sich im Frühjahr 2000 in Brückenangeboten („Warteschlange“) und wollen anschliessend eine Lehrstelle finden.<sup>5</sup>
- Die Anzahl der 16-Jährigen steigt im Zeitraum 2001-2005 um rund 5000. Falls zwei Drittel davon eine Berufslehre antreten wollen, sind 3'300 zusätzliche Lehrstellen erforderlich.
- Für das Funktionieren des Lehrstellenmarkts ist ein Angebotsüberhang von mindestens einem Achtel erforderlich.

Tabelle 2-3: Lehrstellenbarometer und Lehrverträge 1997-2000 (für Schulabgänger/innen)

Lehrstellenangebot per 31. August	1997	1998	1999	2000
Bereits vergebene Lehrstellen	61'500	67'500	70'000	71'000
Erwartete Lehrverträge bis Ende Jahr	64'500	69'000	72'000	74'500
Gesamtes Lehrstellenangebot	67'000	71'500	75'500	79'500
Abgeschlossene Lehrverträge per Ende Jahr (alle Berufe)	66'259	69'354	69'580	70'914
Differenz Angebot – Lehrverträge				
- absolut	741'	2'146	5'920	8'586
- in % der abgeschlossenen Verträge	1,2%	3,1%	8,5%	12,1%

Quelle:

- Lehrstellenbarometer: Link Institut, Luzern 2000
- abgeschlossene Lehrverträge: BfS und Auskünfte Anton Rudin (BfS)

Die staatlichen Ausgaben für die Berufsbildung stiegen 1990-1996 von 2,330 Mrd. auf 2,938 Mrd Franken.<sup>6</sup> Für das Jahr 1998 werden 2,887 Mrd Franken ausgewiesen.<sup>7</sup> Dieser Wert ist mit den vorangehenden nicht direkt vergleichbar, da die statistische Verbuchungsmethodik ab 1997 geändert wurde.<sup>8</sup> Zu den Berufsbildungsausgaben von rund 2,9 Milliarden Franken im Jahre 1998 trugen der Bund 15,6%, die Kantone 69,6% und die Gemeinden 14,8% bei.

Über die Ausgaben der Wirtschaft gibt es demgegenüber nur wenige Daten. Hanhart und Schulz schätzen sie für das Jahr 1994 auf 1,65 Milliarden Franken bei Gesamtkosten für die Berufsbildung von 6,7 Mrd Franken (siehe Tab. 2-4). Interessanterweise übersteigt der Beitrag der Lehrlinge (= Differenz zwischen dem Wert ihrer produktiven Leistungen und dem Lehrlingslohn) den Beitrag der ausbildenden Unternehmen.

---

<sup>5</sup> Gertsch, Marianne u.a. (2000), S. 36.

<sup>6</sup> BfS, Öffentliche Finanzen der Schweiz 1997, Bern 1999, S. 10.

<sup>7</sup> Statistisches Jahrbuch der Schweiz 2001.

<sup>8</sup> Frick A., Staib D. (1999), S. 3.

Tabelle 2-4: Gesamtkosten der Berufsbildung 1994 nach Trägern

	in Mrd. Fr.	in %
Unternehmen (Belastung netto)	1,651	26
Lehrlinge (= nicht mit dem Lohn entgeltene Arbeitsleistung)	2,143	31
öffentliche Hand	2,900	43
- davon Bund	0,536 (= 18,5%)	
- davon Kantone	1,862 (= 64,2%)	
- davon Gemeinden	0,502 (= 17,3%)	
Total	6,7	100

Quelle: Hanhart S., Schulz H.-R. (1998), S. 79-80

Von besonderem Interesse sind die Kosten für die ausbildenden Unternehmen pro Lehrling. Hanhart/Schulz definieren sie im Anschluss an Untersuchungen in Deutschland im Sinne der Netto-Vollkosten (die Definition der Kostenbegriffe findet sich in Tabelle 2-5). Damit werden die gesamten von den ausbildenden Unternehmen zu tragenden Kosten erfasst. Wirtschaftlich betrachtet ist allerdings davon auszugehen, dass nicht die Netto-Vollkosten, sondern die Netto-Teilkosten für die Ausbildungsbereitschaft entscheidend sind. Sie umfassen grundsätzlich nur die durch die Ausbildung zusätzlich anfallenden Kosten. In Deutschland werden von den Vollkosten die kalkulatorischen Kosten für interne, teilzeitlich tätig Ausbilder/innen und für die Administration abgezogen. Damit wird bei den Teilkosten unterstellt, dass die produktive Leistung der Ausbilder/innen durch die Betreuung der Lehrlinge nicht eingeschränkt wird. Diese Annahme ist nicht unumstritten. Gewisse Fachleute schätzen die Leistungsreduktion auf bis zu 20%, Hanhart/Schulz geben in ihren Berechnungen je nach Branche und Betriebsgrösse eine Leistungsreduktion von 31-37% an.<sup>9</sup> Sodann berücksichtigen sowohl die Voll- wie die Teilkosten lediglich die produktive Arbeitsleistung der Lehrlinge als Gegenposten zu den Bruttokosten. Die Reduktion des Gewinns und damit der Gewinnsteuer wird ausgeblendet, ebenso der weitere Nutzen, den ein Betrieb mittels Einsparungen bei der Personalrekrutierung, Einarbeitung und Weiterbildung aus der

Weiterbeschäftigung von Lehrlingen nach deren Ausbildung zieht. Dies wird denn auch von den Lehrbetrieben als wichtiger Vorteil genannt.<sup>10</sup> In diesem Sinne sind die Vollkosten systematisch überhöht.

Tabelle 2-5: Definition der Voll- und Teilkosten für ausbildende Unternehmen

Vollkosten	Teilkosten
Lohnkosten der Lehrlinge (inkl. Sozialleistungen)	Ja
Lohnkosten der Ausbildner	Nein *
- Lehrmeister und andere interne Teilzeitausbildner	
- Vollzeitliche interne Ausbildner	
- Externe Ausbildner	Ja
Lehrmaterial und Ausrüstung	Ja
Raum- und Maschinenkosten	Ja
Verwaltungskosten	Nein
überbetriebliche Kurse (Einführungskurse usw.), Beiträge an Berufsschulen und Berufsverbände, Prüfungsgebühren	Ja
<b>= Bruttokosten</b>	
abzüglich: Wert der Arbeitsleistung der Lehrlinge	Ja
<b>= Nettokosten</b>	Ja

\* Annahme: die Betreuung der Lehrlinge hat keinen Einfluss auf die Arbeitsleistung der Ausbildner/innen

Quelle: Hanhart S., Schulz H.-R. (1998), S. 52; BIBB (1999), S. 59 und S. 62

In Tabelle 2-6 werden die Voll- und die Teilkosten der Lehrbetriebe für die Lehrlinge in den BBT-Berufen (ehemals BIGA-Berufe) ausgewiesen.<sup>11</sup> Gemäss Hanhart/Schulz (die einzig Vollkosten ausweisen) lohnt sich die Ausbildung von Lehrlingen in sehr kleinen Unternehmen, welche einen Gewinn von 26 Millionen Franken erzielen. Mit zunehmender Betriebsgrösse nehmen die Nettokosten zu, insgesamt resultiert ein

<sup>9</sup> BIBB (1999), S. 62 (Fussnote 2); Hanhart S., Schulz H.-R. (1998), S. 57 und S. 59.

<sup>10</sup> Hanhart S., Schulz H.-R. (1998), S. 91-93.

<sup>11</sup> Die BBT-Lehrlinge machten 1994/95 rund 80% aller Lehrlinge aus.

Verlust von 1651 Mio Franken. Geht man dagegen von den (Netto-)Teilkosten aus, sieht die Bilanz auch für die mittleren Unternehmen mit 10-99 Beschäftigten annähernd ausgeglichen aus, nur die grösseren Unternehmen weisen Verluste auf.



Tabelle 2-6: Brutto- und Nettokosten der Lehrlinge in den BBT-Berufen für die Betriebe, nach Betriebsgrösse

Anzahl Beschäftigte	Bruttokosten 1994 (Mio Fr.)		Nettokosten 1994 (Mio Fr.)		Anzahl Lehrlinge 1995
	Vollkosten	Teilkosten	Vollkosten	Teilkosten	
1-9	587	370	-26	-180	47'371 (= 30,9%)
10-99	1'275	800	562	100	51'203 (= 33,4%)
100	1'932	1'330	1'115	500	54'730 (= 35,7%)
Total	3'794	2'500	1'651	420	153'304 (= 100%)

Quelle: Hanhart S., Schulz H.-R. (1998), S. 45, S. 76, S. 78; Statistisches Jahrbuch der Schweiz 1999, S. 163; *lipa*, Lehre statt Leere (1999), S. 11-12; eigene Berechnungen für die Teilkosten (= Bruttokosten gemäss Hanhart/Schulz, Tab. 19, S. 56, abzüglich Kosten für die Lehrmeister/innen und andere interne Teilzeitausbildner/innen gemäss Hanhart/Schulz, Tab. 20, S. 57)

In den Tabellen 2-7 und 2-8 sind die Voll- und Teilkosten, die den Unternehmen pro Lehrling und pro Jahr in der Schweiz und in Deutschland netto erwachsen, aufgeführt. In der Schweiz sind die Vollkosten im Baugewerbe am niedrigsten, im Einzelhandel und in der Maschinenindustrie sind sie etwa doppelt so hoch. Die Kosten von gewerblich-technischen und kaufmännischen Lehrlingen sind ungefähr gleich hoch. Während die Teilkosten im Baugewerbe in etwa gedeckt werden können, ist dies in allen anderen Branchen nicht der Fall.

Die Ergebnisse für die Schweiz weichen primär bei den kleinsten Unternehmen stark von denen in Deutschland ab. Dies überrascht insofern nicht, als die Berechnungen von Hanhart/Schulz nicht auf einer Auswertung von betrieblichen Buchhaltungen, sondern einer relativ summarischen Selbstdeklaration der 1572 antwortenden Unternehmen basieren. Sodann sind die Ergebnisse für Kleinunternehmen mit weniger als zehn Beschäftigten widersprüchlich.<sup>12</sup> Zu bezweifeln ist auch die Repräsentativität der kleineren und mittleren Unternehmen.<sup>13</sup> Aus diesen Gründen,

<sup>12</sup> In Tab. 2-6 wird ein „Gewinn“ von 26 Mio Fr., in Tab. 2-7 ein Verlust von 300-900 Fr. pro Lehrling gezeigt.

<sup>13</sup> Hanhart S., Schulz H.-R. (1998), S. 44-45 und S. 51.

aber auch aufgrund der gegenwärtig besseren Konjunkturlage wird im laufenden Jahr eine neue, breiter angelegte Untersuchung durch das Volkswirtschaftliche Institut der Universität Bern (in Zusammenarbeit mit dem Bundesamt für Statistik, der Kommission für Technologie und Innovation und der Schweiz. Koordinationsstelle für Bildungsforschung) durchgeführt, mit einer Publikation der Ergebnisse ist im ersten Halbjahr 2002 zu rechnen.

Tabelle 2-7: Voll- und Teilkosten pro Lehrling und pro Jahr für die Unternehmen in der Schweiz und in Deutschland nach Betriebsgrösse (Nettogrössen)

Anzahl Beschäftigte	Schweiz 1994 (in Fr.) in Klammern: Teilkosten		Deutschland 1991 (in DM)	
	gewerblich-technischer Bereich	kaufmännischer Bereich	Vollkosten	Teilkosten
0 – 9	900 (- 3'500)	300 (- 4'000)	15'252	1'646
10-49 10-99	10'700 (1'500)	11'600 (2'500)	16'711	3'609
100 und mehr	20'500 (9'500)	20'100 (9'000)		
50-499			18'245	8'184
500 und mehr			25'381	17'886

Quelle Hanhart S., Schulz H.-R. (1998), S. 67; BIBB (1999), S. 63;  
Teilkosten für CH: eigene Berechnungen aufgrund der Daten von Hanhart/Schulz, Beträge auf 500 Fr. gerundet (negative Zahlen = „Gewinn“ für die Lehrbetriebe)

Tabelle 2-8: Voll- und Teilkosten pro Lehrling und pro Jahr für die Unternehmen in der Schweiz und in Deutschland nach Branchen (Nettogrössen)

Branche	Schweiz 1994 (in Fr.) in Klammern: Teilkosten		Deutschland 1997 (in DM)	
	gewerblich-technischer Bereich	kaufmännischer Bereich	Vollkosten	Teilkosten
Maschinenindustrie	15'100 (5'500)	14'400 (5'000)		

Baugewerbe	6'800 (-500)	8'200 (1000)		
Handwerk			16'049	1'865
Einzelhandel	12'100 (3'000)	12'300 (3000)		
Industrie und Handel			24'842	11'240
übrige Sektoren	23'600 (10'000)	22'700 (9'000)		
Total			20'868	7'003

Quelle Hanhart S., Schulz H.-R. (1998), S. 68; BIBB (1999), S. 74;  
Teilkosten für CH: eigene Berechnungen aufgrund der Daten von  
Hanhart/Schulz, Beträge auf 500 Fr. gerundet

### 3 Finanzielle Auswirkungen der *lipa*

#### 3.1 Unterschiede *lipa* und neues Berufsbildungsgesetz

Zur Abschätzung der Zusatzkosten der *lipa* sind zuerst die Unterschiede zwischen *lipa* neuem BBG aufzuzeigen und zu konkretisieren. Tabelle 3-1 listet drei kostenrelevante Unterschiede auf und interpretiert sie soweit, dass sich die finanziellen Konsequenzen abschätzen lassen.<sup>14</sup> Anschliessend werden diese Zusatzkosten für jeden der drei Unterschiede abgeleitet und beziffert.

Tabelle 3-1: Übersicht über die Unterschiede zwischen *lipa* und neuem BBG

<b><i>lipa</i>-Forderung</b> (im Unterschied zum neuen BBG)	<b>Interpretation zur Abschätzung der Folgen</b> <b>für Kosten und Finanzierung</b>
Einführung eines Rechts auf eine ausreichende berufliche Ausbildung.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Alle Jugendlichen erwerben nach der obligatorischen Volksschule eine Berufsqualifikation, niemand bleibt unqualifiziert.</li> <li>- Zugang erleichtern für Personen, die älter als 20 Jahre und ohne Berufsqualifikation sind.</li> </ul>
Verpflichtung für Bund und Kantone, für ein quantitativ genügendes	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Überhang des Lehrstellenangebots über den Bedarf von 12,5%</li> </ul>

<sup>14</sup> Die Tabelle wurde mit Peter Sigerist bereinigt.

Angebot an Lehrstellen zu sorgen	- Anpassung des Angebots an den Strukturwandel der Wirtschaft
Obligatorische Errichtung eines Berufsbildungsfonds durch den Bund, um die Finanzierung von verschiedenen Massnahmen sicherzustellen *	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Lastenausgleich:</b> ganze oder teilweise Abgeltung der Nettokosten der ausbildenden durch die übrigen Betriebe (u.a. durch Integration bzw. Anrechnung von bestehenden oder neuen Branchenlösungen)</li> <li>- <b>Finanzierung</b> von weiteren Kosten der Berufsbildung durch die nicht-ausbildenden Betriebe</li> <li>- <b>Strukturwandel:</b> Lenkung von Mitteln in jene Berufsfelder, die zukunftssträftig sind und in denen eine ungedeckte Nachfrage nach Lehrstellen besteht</li> </ul>

\* Kosten der beruflichen Bildung (ohne allgemeinbildenden Teil) für überbetriebliche Kurse (Einführungskurse etc.), Lehrwerkstätten, Berufsfachschulen, Vorlehren, Gleichstellungsmassnahmen, Motivationskampagnen und Lehrstellenmarketing, Lernortkooperationen (von Berufsschulen mit Betrieben oder Betriebsverbänden), Integrationskurse usw.

### 3.2 Recht auf berufliche Ausbildung

Das Recht auf berufliche Ausbildung zielt grundsätzlich darauf ab, dass niemand ohne berufliche Qualifikation bleiben soll. Für die praktische Umsetzung gilt es, drei Kategorien auseinander zu halten:

- a) Heute beginnen rund 10% aller 16-Jährigen (d.h. rund 9000 Personen) nach der obligatorischen Schulzeit keine weitere Ausbildung und stehen letztlich ohne berufliche Qualifikation da. Gemäss *lipa* sollen alle diese Jugendlichen eine Lehre absolvieren und ein eidg. Fähigkeitszeugnis, ein Berufsattest (Anlehre) oder eine Berufsmatura erwerben.
- b) Unter der 25-64-jährigen Bevölkerung gab es im Jahre 1998 rund 20% (d.h. 800'000 Personen) ohne Ausbildung nach der obligatorischen Schulzeit.<sup>15</sup> Die *lipa* bezweckt eine Nachqualifikation eines Teils dieser Personen.
- c) Lediglich etwa 85% der 25-Jährigen erwerben gegenwärtig eine Qualifikation nach der obligatorischen Schulzeit. Unter den 16-25-Jährigen befinden sich heute

<sup>15</sup> BfS, Bildungsindikatoren Schweiz 1999, Neuchâtel 1999, S. 15

demnach mehr als 100'000 Personen, die entweder keine Ausbildung nach der obligatorischen Schulzeit begonnen oder aber eine solche ohne Erfolg abgebrochen haben. Ausländerinnen und Ausländer sind darin überproportional vertreten.<sup>16</sup> Die Nachqualifikation dieser Personen ist besonders dringlich, da sie noch eine sehr lange Erwerbstätigkeit vor sich haben.

Es gilt nun, diese Überlegungen so weit zu konkretisieren, dass die Anzahl der erforderlichen neuen Lehrstellen und die damit verbundenen Kosten für Bund und Kantone bezifferbar werden. Dabei wird jede der oben genannten drei Kategorien separat erläutert. Für die beiden ersten Kategorien sind die Auswirkungen jährlich wiederkehrend, für die dritte auf 7-9 Jahre befristet. Die Auswirkungen auf die Anzahl Lehrstellen sind unten in Tab. 3-2, auf die Kosten für die öffentliche Hand in Tabelle 3-3 zusammengefasst:

- a) Gegenüber heute werden zusätzlich 9'000 Lehrstellen benötigt. Aufgrund von Berechnungen des BBT ist mit jährlichen Kosten von 120 Millionen Franken pro Jahr zu rechnen. Für den Einstieg der Jugendlichen sind sodann 6'000 weitere Brückenangebote zu schaffen. Dafür sind (aufgrund von Berechnungen des BBT) Kosten von 60 Mio Franken pro Jahr eingestellt.
- b) Aufgrund des geltenden Berufsbildungsgesetzes können Erwachsene, die keine reguläre Berufsausbildung genossen haben, nachträglich unter bestimmten Bedingungen ein Fähigkeitszeugnis erwerben. Allerdings haben bis Mitte der neunziger Jahre nur etwa 2000 Personen pro Jahr davon Gebrauch gemacht.<sup>17</sup> In jüngster Zeit ist die Anzahl der Abschlüsse nach Art. 41 BBG angestiegen, im Jahre 1999 auf 3049 und im Jahre 2000 auf 3087.<sup>18</sup> Falls die Nachqualifikation in den nächsten 20 Jahren diesem Rhythmus weitergehen würde, würde sie etwa 10% des Zielpublikums erreichen. Die *lipa* soll deshalb eine spürbare Ausweitung auslösen. Es werden eine Minimal- und eine Maximalvariante unterschieden. Bei ersterer wird die Anzahl der nachqualifizierten Personen

---

<sup>16</sup> So beträgt die Bildungsbeteiligung von 16-20 jährigen Personen aus Ex-Jugoslawien, der Türkei und Portugal lediglich 33%, mit steigender Tendenz. Statistisches Jahrbuch der Schweiz 1999, S. 383.

<sup>17</sup> Berufsbildungsbericht (1996), S. 39.

<sup>18</sup> Auskunft von Anton Rudin, Bundesamt für Statistik, Ende März 2001.

gegenüber heute verdoppelt, bei letzterer verfünffacht. Die (jährlich wiederkehrenden) Kosten werden auf 80-200 Mio Franken veranschlagt.

- c) Ein besonderer Schwerpunkt ist auf die Gruppe der 16-25-Jährigen zu legen. Mit Sondermassnahmen soll mindestens ein Viertel, maximal die Hälfte der 100'000 Unqualifizierten nachqualifiziert werden. Um den Lehrstellenmarkt nicht zu stark zu beanspruchen, soll dies auf 7-9 Jahre verteilt werden. Minimal sind dafür 15'000, maximal 22'500 zusätzliche Lehrstellen zu schaffen. Für die Dauer der Massnahme ergeben sich Kosten von 144-224 Mio Franken. Nach Ablauf der 7-9 Jahre fallen sie weg, sind also befristet.

Wie Tabelle 3-2 zeigt, sind für die angeführten Massnahmen permanent 15'000-24'000, für die befristeten Sondermassnahmen für 16-25-Jährige 10'700-16'600 neue Ausbildungsplätze (Lehrstellen in Betrieben oder Lehrwerkstätten) erforderlich. Das bestehende Angebot von rund 200'000 Lehrstellen müsste demnach um 7,5-20% erhöht werden.

Tabelle 3-2: Recht auf Ausbildung - Anzahl der zusätzlich erforderlichen Lehrstellen

Massnahme	Anzahl zusätzlicher Lehrstellen
a) Schulabgänger/innen (von der Volksschule)	9'000
b) Nachqualifikation der über 25 Jährigen	6'000-15'000
a) + b) Subtotal (dauerhaft erforderliche Stellen)	15'000-24'000
c) Sondermassnahmen für 16-25-Jährige (während 7-9 Jahren)	10'700-16'600
a) + b) + c) Total (für die Jahre 2002-2008/2010)	25'700-40'000

Tabelle 3-3: Übersicht über die Kostenfolgen des Rechts auf Ausbildung gemäss *lipa*  
 (= Zusatzkosten gegenüber dem neuen BBG)

	Zusatzkosten (Mio Fr. p.a.)		
	Bund	Kanton e	total
<b>a) Alle 16-Jährigen beginnen eine Ausbildung</b>			
a1) zusätzliche Berufsausbildung für 9000 Lehrlinge	30	90	120
a2) zusätzliche Brückenangebote für 6000 Schulabgänger	15	45	60
<b>b) Nachholbildung für über 25-Jährige</b>			
b1) Minimumvariante (6'000 Personen)	20	0	80
b2) Maximumvariante (15'000 Personen)	50	150	200
<b>c) Sondermassnahmen für 16-24-Jährige</b>			
c1) Ausbildung für 25'000 Personen	36	108	144
c2) Ausbildung für 50'000 Personen	56	168	224
<b>Zusatzkosten total 2002 – 2008/2010</b>			
- Minimumvariante	100	300	400
- Maximumvariante	150	450	600
<b>Zusatzkosten total ab 2008/2010</b>			
- Minimumvariante	65	195	260
- Maximumvariante	95	285	380

Anmerkungen zur Berechnung:

- a1) BBT-Papier zuhanden der WBK-N vom 26.2.2001, S. 2, lit. f (Zuschlag von 50%)
- a2) ebenda (Zuschlag von 50%, da 6000 statt 4000 Personen einbezogen)
- b1) zwei Drittel des Ansatzes von a1)
- b2) 250% des Ansatzes von b1)
- c1) im Mittel der Jahre 2002-2008 sind 10'700 Personen auszubilden (120% von a1)
- c2) im Mittel der Jahre 2002-2010 sind 16'666 Personen auszubilden (155,7% von c1)

generell wird davon ausgegangen, dass der Bund 25% der gesamten Berufsbildungskosten der öffentlichen Hand trägt



### 3.3 Verpflichtung für genügendes Lehrstellenangebot

Wie die Ausführungen zum Recht auf Ausbildung gezeigt haben, muss das bestehende Lehrstellenangebot in den kommenden 7-9 Jahren (inkl. Sondermassnahmen für 16-25-Jährige) um 25'000–40'000 Stellen ausgeweitet werden, um den Zielen der *lipa* gerecht zu werden. Dies bedeutet, dass die Anzahl der jährlich neu abgeschlossenen Lehrverträge von gegenwärtig rund 70'000 um (gerundet) 35-55% erhöht werden muss. Sodann ist nach Auffassung der Initianten ein Angebotsüberhang von einem Achtel (d.h. rund 10'000 Lehrstellen) erforderlich, um die Wahlfreiheit der Lehrlinge und die Funktionsfähigkeit des Lehrstellenmarkts zu gewährleisten. Wie Tabelle 2-3 (Seite 11) zeigt, ist diese Anforderung zur Zeit knapp erfüllt.

Ist eine dermassen grosse Ausweitung des Lehrstellenangebots möglich? Gegenwärtig ist die Ausbildungsbereitschaft der Unternehmen je nach Branche und Betriebsgrösse sehr unterschiedlich. Tabelle 3-4 zeigt die Lehrlingsquote (= Anzahl Lehrlinge in % der Beschäftigten) nach 39 Branchen gemäss der jüngsten Betriebszählung aus dem Jahre 1998:<sup>19</sup>

- Sehr klar über dem schweizerischen Mittel von 4,7% liegen der Automobilssektor (Garagen, Tankstellen usw.), die Holzbearbeitung und die persönlichen Dienstleistungen. Das Baugewerbe, der Detailhandel und der Maschinenbau besitzen eine Lehrlingsquote von 6-9%.
- neun Branchen weisen eine Lehrlingsquote unter 2% und weitere elf eine solche zwischen 2-4% auf. Weder die öffentliche Verwaltung noch das Gesundheits- und Sozialwesen erreichen den nationalen Mittelwert. Noch tiefer liegen die Nachrichtenübermittlung (Post, Telekommunikation) und die spezialisierten Informatikdienste.

---

<sup>19</sup> Das Total von 164'249 Lehrlingen liegt erheblich unter dem in Tab. 2-1 S. 6 ausgewiesenen 207'742 Lehrlingen (inkl. Anlehre). Die Differenz von rund 43'000 ist zum Teil dadurch erklärbar, als die Betriebszählung den ersten Sektor (mit rund 10'000 Lehrstellen) ausklammert. Die restliche Differenz beruht wohl auf unvollständigen Angaben der Betriebe.

In Tabelle 3-4 werden die Lehrlingsquoten nach Branchen gemäss zweistelligem Branchenschlüssel gezeigt. Zur Vermeidung von Fehlschlüssen müssen die Branchen aber feiner gegliedert werden. Dies sei anhand der öffentlichen Verwaltung illustriert, welche eine Lehrlingsquote von 4,16% aufweist. Aufgrund der fünfstelligen Gliederung wird deutlich, dass die allgemeine Verwaltung eine Lehrlingsquote von 8% und die Gerichte wie auch die SUVA eine solche von rund 5% aufweisen. Eine Lehrlingsquote von weniger als 1% findet sich bei

der Polizei, der Feuerwehr und den auswärtigen Angelegenheiten, wo die Möglichkeiten der Lehrlingsausbildung mehr oder weniger auf den kaufmännischen Bereich begrenzt sind. Aus einer tiefen Lehrlingsquote darf deshalb nicht einfach auf eine mangelnde Ausbildungsbereitschaft geschlossen werden. Ebenso wenig ist der gegenteilige Schluss zulässig, dass alle Ausbildungsmöglichkeiten vollständig ausgeschöpft wären.

Eine Ausweitung des Lehrstellenangebots hat sinnvollerweise nicht gleichmässig über alle Branchen hinweg zu erfolgen, sondern folgenden Anforderungen zu genügen:

- Berufe in zukunftsgerichteten Branchen; so würde ein zusätzliches technisch orientiertes Lehrstellenangebot in der Textil-, Bekleidungs- und Schuhindustrie kaum den Weg für erfolgversprechende Berufskarrieren eröffnen, sondern eher zu einem raschen Umschulungsbedarf führen.
- Neue Angebote sowohl für sehr leistungsfähige wie auch für Jugendliche mit erschwerten Voraussetzungen (Schulbildung, Kenntnisse der Landessprache bei Ausländer/innen).
- Ausgewogene regionale Verteilung der Lehrstellen.

Zur Illustration von möglichen Lehrstellenpotentialen wird in Tabelle 3-5 ausgewiesen, wie viele zusätzliche Lehrstellen in der Telekommunikation, der öffentlichen Verwaltung, den Informatikdiensten<sup>20</sup> sowie den Heil-, Pflege und Betreuungsberufen rechnerisch möglich wären, falls die Lehrlingsquote auf den schweizerischen Mittelwert von 4,73% oder gar auf 6% angehoben werden könnte.

Würden alle Unternehmen mit mehr als 250 Beschäftigten Lehrlinge ausbilden, könnten damit rund 8'500 Lehrstellen gewonnen werden. Falls ein Drittel aller Kleinfirmen mit weniger als zehn Beschäftigten, welche bisher keine Lehrlinge ausbildeten, einen Lehrling übernehmen, könnten sogar 70'000 neue Lehrstellen geschaffen werden!<sup>21</sup>

---

<sup>20</sup> Dazu zählen die Software-Entwicklung (rund drei Viertel der Beschäftigten), Hardwareberatung, Datenbanken und Datenverarbeitungsdienste und die Reparatur von Büro- und EDV-Maschinen in spezialisierten Betrieben. Daneben gibt es sehr viel mehr solcher Arbeitsplätze in anderen Branchen.

<sup>21</sup> *lipa* (Okt. 1999), S. 12.



Tabelle 3-4: Lehrlinge nach Branchen gemäss Betriebszählung 1998 (im 2. und 3. Sektor)

NOGA Nr.	Branche	Anzahl Beschäftigte	Anzahl Arbeitsstätten	Anzahl Lehrlinge	Lehrlinge in % der Beschäftigten
10--14	Bergbau, Steine, Erden	5'218	424	102	1.95
15	H von Nahrungsmitteln und Getränken	62'104	3'016	1'813	2.92
16	Tabakverarbeitung	2'826	19	50	1.77
17--19	H. von Textilien, Bekleidung, Schuhen	29'292	2'166	867	2.96
20	Holzbearbeitung	38'328	6'826	4'456	11.63
21	Papier, Karton	15'329	253	473	3.09
22	Verlag, Druck	55'937	5'087	2'734	4.89
23--24	Mineralölverarbeitung, Chemie	62'490	889	1'441	2.31
25--26	Gummi, Kunststoffe, nichtmetall. Mineralien	44'548	2'429	1'184	2.66
27--28	Metallbe- und -verarbeitung	99'541	8'215	5'298	5.32
29	Maschinenbau	109'636	3'752	6'989	6.37
30--33	Elektrische Geräte, Feinmechanik	130'775	5'239	5'004	3.83
34--35	Fahrzeugbau	19'100	650	1'047	5.48
36--37	sonst. verarbeitendes Gewerbe	30'488	4'308	1'598	5.24
40--41	Energie- und Wasserversorgung	24'698	1071	1'436	5.81
45	Baugewerbe	293'893	37'023	24'929	8.48
50	Automobile, Handel und Reparaturen	80'579	15'854	11'982	14.87
51	Grosshandel und Handelsvermittlung	191'182	23'241	4'717	2.47
52	Detailhandel und Reparatur	326'502	53'986	24'031	7.36
55	Gastgewerbe	225'733	28'290	7'206	3.19
60	Landverkehr, Rohrfernleitungen	88'242	8'524	1'729	1.96
61	Schifffahrt	2'344	108	27	1.15
62	Luftfahrt	10'189	214	83	0.81
63	sonstiger Verkehr	50'799	4'317	2'335	4.60
64	Nachrichtenübermittlung (Post, Telekom)	83'814	4'739	1'931	2.30
65	Kreditgewerbe (Banken)	117'238	4'394	4'771	4.07
66	Versicherungen	60'699	3'655	2'516	4.15
67	Tätigkeiten zu Banken/Versicherungen	9'273	1'620	134	1.45
70--71	Immobilien, Vermietung bewegl. Sachen	22'122	4'802	612	2.77
72	Informatikdienste	42'198	7'767	677	1.60
73	Forschung und Entwicklung	11'297	480	300	2.66
74	Dienstleistungen für Unternehmen	266'449	54'740	12'443	4.67
75	öffentl. Verwaltung, Landesverteidigung	138'183	9'752	5'745	4.16
80	Unterrichtswesen	209'170	15'535	5'581	2.67
85	Gesundheits- und Sozialwesen	369'528	25'771	11'997	3.25
90	Abfallbeseitigung	11'685	1'500	80	0.68
91	Interessenvertretung, Vereinigungen	37'191	6'220	452	1.22
92	Unterhaltung, Kultur, Sport	49'722	7'564	550	1.11
93	persönliche Dienstleistungen (1)	43'086	14'918	4'929	11.44
	Total 2. und 3. Sektor	3'471'428	379'358	164'249	-
	<b>Mittelwert</b>				<b>4.73</b>

H Herstellung  
 NOGA Allgemeine Systematik der Wirtschaftszweige (fünfstelliger Branchenschlüssel)  
 (1) Coiffeursalons, Wäschereien, Kosmetiksalons, Fitnesscenter, Bestattungsfirmen usw.

Quelle:

Bundesamt für Statistik, Betriebszählung 1998, Schweiz und Kantone 1991/95/98, Neuchâtel 2000, S. 52-53; Lehrlinge gemäss Auskünften von Herrn Wüthrich (BfS)

Tabelle 3-5: Anzahl mögliche neue Lehrstellen in ausgewählten Branchen (auf 10 gerundet)

Branche (in Klammer: NOGA Nr.)	Lehrlings- quote 1998	Anzahl Beschäftigt e 1998	Anzahl neue Lehrstellen	
			LQ = 4.73%	LQ = 6%
<b>Fernmeldedienste (6420)</b>	<b>3.05</b>	<b>29'428</b>	<b>490</b>	<b>870</b>
<b>Öffentliche Verwaltung</b>				
- Allgemeine öffentliche Verwaltung (7511)	8.02	37'797	-	-
- Andere öffentl. Verwaltung (7512-21)	2.52	38'089	840	1'320
- Landesverteidigung, Zivilschutz (7522)	3.11	15'183	240	(240)
- Gerichte, Strafvollzug und Sozialversicherungen (7523, 7530)	4.39	24'365	80	(80)
<b>Informatikdienste (72)</b>	<b>1.60</b>	<b>42'198</b>	<b>1'320</b>	<b>1'850</b>
<b>Heil-, Pflege- und Betreuungsberufe</b>	<b>3.24</b>	<b>139'028</b>	<b>2'070</b>	<b>3'830</b>
- Spitäler und Kliniken (8511)	5.39	32'228	-	200
- Arztpraxen (8512)	10.36	15'210	-	-
- Zahnarztpraxen (8513)	1.00	33'011	1'230	1'650
- Andere Medizinalberufe (8514)	9.52	3'205	-	-
- Veterinärwesen (8520)	2.03	100'295	2'700	3'980
- Alters-, Pflege- und andere Heime (8531)	3.23	46'551	960	1'460
- Kinderkrippen, Tagesheime (8532)				
<b>Total</b>	<b>3.43</b>	<b>556'588</b>	<b>10'350</b>	<b>15'420</b>

LQ      Lehrlingsquote (=Lehrlinge in % der Anzahl Voll- und Teilzeit-Beschäftigten)

NOGA    Allgemeine Systematik der Wirtschaftszweige (Branchencode)

Zahlen in Klammern gehen von einer Lehrlingsquote von 4,73% aus, unterstellen also begrenzte Ausbildungsmöglichkeiten

Quelle: Auskunft Kurt Wüthrich (BfS)



## 3.4 Berufsbildungsfonds

### 3.3.1 Vorschlag des Bundesrats

Zur Vermeidung von Wettbewerbsverzerrungen schlägt der Bundesrat in Art. 61 nBBG vor, dass der Bund Branchenorganisationen ermächtigen kann, dass sie von nicht ausbildenden Betrieben (Trittbrettfahrern) Solidaritätsbeiträge an den Kosten der Berufsbildung erheben können. Diese Solidaritätsbeiträge sollen sich nach den Nettokosten der Berufsbildung in der betreffenden Branche richten. Sie dürfen nur erhoben werden, wenn eine Branchenorganisation (Verband usw.) mindestens die Hälfte der Betriebe mit mindestens der Hälfte der Lernenden umfasst und selbst Antrag auf die Erhebung von Solidaritätsbeiträgen stellt. Solidaritätsbeiträge bezwecken eine Umverteilung der Lasten der Berufsbildung innerhalb der Wirtschaft: Lehrbetriebe werden entlastet, nicht ausbildende Betriebe zur Finanzierung herangezogen. Es wird auf die Selbstregulierung der Wirtschaft abgestellt und in Kauf genommen, dass die Solidaritätsbeiträge nicht in allen Branchen zum Tragen kommen. Einzelne Beispiele (so der Parifonds im Baugewerbe) existieren bereits.

In welchen Branchen bestehen Aussichten, dass solche Solidaritätsbeiträge erhoben werden können? Einen wichtigen Anhaltspunkt liefern die allgemein-verbindlich erklärten Gesamtarbeitsverträge (AVE-GAV). Ende Juni 2000 gab es auf Bundesebene 18, in den Kantonen weitere 22 solcher Verträge.<sup>22</sup> Der Löwenanteil konzentriert sich auf das Gast- und das Baugewerbe, der Rest stammt vorwiegend aus dem Coiffeur- und Metallgewerbe. Insgesamt waren Mitte des letzten Jahres 315'680 Arbeitnehmende (d.h. rund 9% aller Beschäftigten) einem national oder kantonal AVE-GAV unterstellt.<sup>23</sup> Auch wenn weitere Branchen (z.B. die grafische und die chemische Industrie, SwissMem) einen GAV oder einen Vertrag für Ausbildungsfinanzierung (VAF) aufweisen, der den oben angeführten Bedingungen genügen dürfte, ist die überwiegende Mehrzahl der Unternehmen und der Beschäftigten damit nicht abgedeckt, insbesondere im Dienstleistungssektor, der

---

<sup>22</sup> Die Volkswirtschaft 10/2000, S.62-63.

<sup>23</sup> Ebenda

bekanntlich in Sachen Verbandsorganisation gegenüber der Industrie und dem Gewerbe deutlich zurückliegt.

### **3.3.2 Forderung der *lipa***

Die *lipa* verlangt einen bundeseigenen Berufsbildungsfonds, welcher durch Abgaben aller Arbeitgeberinnen und Arbeitgeber gespiesen wird. Die Kosten der angebotenen Ausbildungsplätze sind dabei zu berücksichtigen, sofern diese den vom Bund festgelegten qualitativen Anforderungen genügen. Der Bund regelt die Verteilung der Fondsmittel auf die Kantone, in denen die Gelder durch tripartite Trägerschaften verwaltet werden.<sup>24</sup>

Volumen und Aufteilung der finanziellen Fondsmittel wie auch deren Erhebung sind nicht im Initiativtext geregelt, sondern dem Gesetzgeber überlassen.

### **3.3.3 Vorgehen**

Zur Konkretisierung wird in zwei Schritten vorgegangen:

1. Der Berufsbildungsfonds wird grundsätzlich bezüglich Zwecken, Massnahmen, Fondsausgaben und Fondseinnahmen diskutiert. Es wird davon ausgegangen, dass es keine branchenmässigen und keine kantonalen Fonds, sondern einzig eine Bundeslösung gibt.
2. Die bestehenden Branchen- und Kantonsfonds werden kurz vorgestellt. Anschliessend wird erörtert, wie sie sich in die bei Schritt 1 skizzierte Lösung integrieren lassen.

### **3.3.4 Grundsätzliche Diskussion der Berufsbildungsfonds**

Ein Berufsbildungsfonds kann verschiedene Ziele verfolgen und Massnahmen vorsehen. In Tabelle 3-6 sind die möglichen Ziele und Massnahmen aufgeführt. Eine bestimmte Massnahme kann dabei einem oder mehreren Zielen dienen. In der Tabelle wird deshalb zwischen Haupt- und Nebenwirkungen unterschieden.

Für die Berufsbildungsfonds eröffnet sich demnach ein weites Betätigungsfeld. Für ihre Ausgestaltung sind deshalb eine Reihe von Fragen zu beantworten:

1. In welchem Umfang soll ein Lastenausgleich der Unternehmen erfolgen? In welchem Umfang soll der Fonds weiteren Zielen dienen?
2. Wie viele Fondsmittel (finanzielles Volumen) sind demzufolge erforderlich?

**3. Wie (d.h. nach welchem Schlüssel) werden die Fondseinnahmen durch die Unternehmen aufgebracht?**

**Diese drei Fragen werden im folgenden kommentiert und mögliche Lösungen aufgezeigt.**

---

<sup>24</sup> Der Wortlaut des Initiativtextes findet sich auf Seite 5.

Tabelle 3-6: Mögliche Ziele und Massnahmen von Berufsbildungsfonds

Massnahmen	Ziele					
	AL	CH	LA	QS	RA	SE
Finanzielle Beteiligung von nichtausbildenden Betrieben an den Kosten der Lehrbetriebe	x		xx			
Beiträge an überbetriebliche Kurse (Einführungskurse), Ausbildungsgänge für Lehrmeister, Prüfungskosten	x		xx	x		
Informationskampagnen (bei Betrieben und Jugendlichen)	x	xx			xx	x
Motivationskampagnen, Lehrstellenmarketing,	xx					x
Betriebliche Ausbildungsverbände	xx		x	x		
Lernortkooperationen	xx		x	x		
Brückenangebote für Schulentlassene		x			xx	
Beiträge an Berufsschulen, Berufsfachschulen und Lehrwerkstätten	x			xx	x	xx
Förderung moderner Ausbildungsformen				xx		

AL           genügende Anzahl Lehrstellen  
 CH           Chancengleichheit der Geschlechter  
 LA           Lastenausgleich unter den Unternehmen  
 QS           Qualitätssicherung und -entwicklung der Berufsausbildung  
 RA           Recht auf Ausbildung für alle (insbes. Ausländer/innen)  
 SE           Anpassung des Lehrstellenangebots an den Strukturwandel

xx           Hauptwirkung  
 x            Nebenwirkung

Quellen:

- *lipa* (Okt. 1999), S. 7
- Botschaft Bundesrat zur *lipa*, BBl 2000 IV, S. 103

Gemäss Hanhart/Schulz betrug die Netto-Belastung der ausbildenden Unternehmen im Jahre 1994 1,65 Milliarden Franken.<sup>25</sup> Vorausgesetzt, dass dieses Ergebnis korrekt ist, hätten die betriebswirtschaftlich relevanten Teilkosten 420 Mio Fr. erreicht. Ein vollständiger Lastenausgleich hätte im Jahre 1994 Ausgleichszahlungen an die ausbildenden Unternehmen in dieser Höhe erfordert.<sup>26</sup> In Tabelle 3-7 sind die Kosten für die Jahre 2000 und 2005 hochgerechnet, wobei für das Jahr 2005 angenommen wird, dass die Bestimmungen der *lipa* gelten. Im weiteren sind die Bruttokosten nach fünf Kostenarten aufgeschlüsselt.

Tabelle 3-7: Grobe Schätzung der Kosten der ausbildenden Betriebe (Mio Fr. pro Jahr)

Kosten	1994 *	2000	2005 mit <i>lipa</i>	
			Minimum	Maximum
a) Lehrlingslöhne	1'630	2'336	2'580	2'795
b) Lohnkosten Lehrmeister	1'282	1'847	2'040	2'210
c) übrige Kosten	659	924	1'020	1'105
d) Kosten für interne Vollzeit-Ausbildner	186	272	300	325
e) Kosten für externe Ausbildner	3'795	5'433	6'000	6'500
f) Vollkosten brutto (= Summe a-e)				
g) Vollkosten netto	1'651	2'363	2'610	2'830
h) <b>Teilkosten netto</b>	<b>420</b>	<b>600</b>	<b>660</b>	<b>720</b>
Brutto-Vollkosten pro Lehrling (Fr./Jahr)	24'769	26'156	26'156	26'156
Netto-Teilkosten pro Lehrling (gerundet)	2'700	11'370	11'370	11'370
Anzahl Lehrlinge	153'304	207'742	230'000	250'000

\* nur Lehrstellen in den BIGA-Berufen berücksichtigt (ca. 80% aller Lehrstellen)  
 Teuerung 1994-2000: 5,6% (= Zuwachs Landesindex der Konsumentenpreise),

<sup>25</sup> Hanhart, Schulz (1998), S. 78.

<sup>26</sup> Vgl. Tabelle 2-6 (Seite 14).

	zwischen 2000-2005 keine Teuerung eingerechnet, d.h. die Angaben für 2005 sind zu Preisen des Jahres 2000 zu verstehen
2000	Ergebnis 1994, multipliziert mit dem Faktor 1,431 (5,6% Teuerung und 35,5% Zuwachs an Lehrstellen)
2005 Minimum	Zuwachs von 5000 Lehrlingen aufgrund der Zunahme der Anzahl Schulentlassenen in der Periode 2000-2005; dazu 15'000 weitere Lehrstellen im Sinne von Tab. 3-2, a+b (Seite 18), aufgerundet
2005 Maximum	Wie Minimum, aber 40'000 zusätzliche Lehrstellen im Sinne von Tab. 3-2, a+b+c; aufgerundet

#### Quellen

für 1994: Hanhart, Schulz H.-R. (1998), S. 56-57 und S. 75; ab 2000: eigene Berechnungen

Ein Lastenausgleich, der die Teilkosten vollständig abdeckt, würde im Jahre 2005 600-720 Mill. Franken erfordern. Das von den Initiantinnen und Initianten genannte Fondsvolumen von 400-500 Mill. Franken würde dafür nicht ausreichen.

Für die weiteren Zwecke und Massnahmen von Tabelle 3-6 ist politisch zu bestimmen, wie sie finanziell zu dotieren sind. Da Bildungsanstrengungen stets mehrere Jahre benötigen, bis sie zum Tragen kommen, ist eine mittelfristige Festlegung der Ziele und Massnahmen erforderlich. Dies schliesst nicht aus, dass kurzfristig auf spezielle Bedürfnisse reagiert wird. Dafür könnte im Budget ein bestimmter Posten reserviert werden.

Aus der Beantwortung der Fragen zu den Fondszielen ergibt sich unmittelbar das finanzielle Volumen, das dem Fonds jedes Jahr zur Verfügung stehen muss.

Persönlich bin ich der Auffassung, dass der Berufsbildungsfonds zumindest in der ersten Phase auf den Lastenausgleich unter den Betrieben zu beschränken ist. Dies vor allem aus zwei Gründen:

- Die *lipa* verlangt (wie in Tabelle 3-2 S. 18 gezeigt), dass die Anzahl der Lehrstellen markant erhöht wird. Die Ausbildungsbereitschaft der Betriebe ist eine entscheidende Voraussetzung dafür. Eine volle Abdeckung der Teilkosten würde 600-720 Mio Franken pro Jahr erfordern. Soll das Fondsvolumen auf 500 Mio Franken begrenzt bleiben, könnten lediglich 69-75% der Teilkosten abgedeckt werden, was den Betrieben noch einen genügend starken Anreiz bieten dürfte. Zudem wird die Akzeptanz des Fonds in der Wirtschaft erhöht, wenn er auf den Lastenausgleich konzentriert wird.

- Der Bund will zukünftig 10% seiner Mittel für die Berufsbildung (d.h. 60 Mio Franken pro Jahr) für Innovationsprojekte und besondere Leistungen reservieren. Die Kantone und weitere Interessierte sollen denselben Betrag beisteuern. Damit ist der Bundesrat im Wort, die Finanzierung weiterer Massnahmen (insbesondere zur Bewältigung des wirtschaftlichen Strukturwandels) sicherzustellen.<sup>27</sup>

Es soll hier keineswegs suggeriert werden, dass die Ausbildungsbereitschaft der Betriebe allein von finanziellen Anreizen abhängt. Wie die Umfrage von Hanhart/Schulz zeigt, spielen Zeitmangel für die Ausbildung, ein ungenügendes Niveau der Lehrlingskandidaten/innen, die steigenden Anforderungen an die Lehrmeister/innen und das Fehlen von ausbildungsberechtigtem Personal eine ebenso wichtige Rolle.<sup>28</sup>

Bezüglich der Fondseinnahmen sind folgende Fragen zu klären:

1. Welche Unternehmen sind abgabepflichtig?
2. Welches ist die Bemessungsgrundlage für die Abgabe?
3. Wie hoch ist der Abgabesatz?

#### Ad 1: Abgabepflichtige Unternehmen

Grundsätzlich können Betriebe, die mindestens durchschnittlich viele Lehrlinge ausbilden, von der Abgabe befreit werden (Nettoprinzip). Oder aber alle Unternehmen werden abgabepflichtig, der Lastenausgleich erfolgt über die Fondsausgaben (Bruttoprinzip). Auf den ersten Blick erscheint das Bruttoprinzip schwerfälliger, ist aber letztlich transparenter und trägt den laufenden Schwankungen der Anzahl Lehrlinge in den Betrieben automatisch Rechnung. Demzufolge sollten alle Unternehmen abgabepflichtig sein. Ausnahmen sind denkbar für Kleinstunternehmen (Ein-Personen-Betriebe, neu gegründete Unternehmen während 1-2 Jahren).<sup>29</sup> Ein ausbildender Betrieb könnte vom Fonds wie folgt profitieren:

<sup>27</sup> Botschaft nBBG (2000), S. 5744.

<sup>28</sup> Hanhart S., Schulz H.-R. (1998), S. 94-95.

<sup>29</sup> LIPA (Okt. 1999), S.7.



- direkt, indem der Fonds den Lehrbetrieben Zahlungen ausrichtet, die an den Teilkosten der Ausbildung anknüpfen.
- indirekt, indem der Fonds Kosten, die bisher der Lehrbetrieb getragen hat, übernimmt (so für überbetriebliche Kurse, Prüfungsgebühren, Kosten für die Ausbildung der Lehrmeister/innen und weiteren Ausbilder/innen usw.).

Rechtlich stellt sich die Frage, ob eine für alle Unternehmen einheitliche Abgabe dem Wortlaut der Initiative gerecht wird. Denn darin wird stipuliert, dass die Berufsbildungsabgabe die Kosten der angebotenen Ausbildungsplätze zu berücksichtigen habe. Wörtlich interpretiert müsste die Abgabe demnach von Unternehmen zu Unternehmen differenziert werden. Es wird hier die Auffassung vertreten, dass die Auslegung des Textes im Hinblick auf den Zweck zu erfolgen hat. Für ein Unternehmen ist die Differenz zwischen der Abgabe und der (direkt oder indirekt erfolgenden) Entlastung massgebend.

#### Ad 2: Bemessungsgrundlage für die Abgabe

Grundsätzlich sind verschiedene Bemessungsgrundlagen denkbar. In Tabelle 3-8 sind vier Möglichkeiten mit ihren Vor- und Nachteilen dargestellt. Da der Lastenausgleich mittels der Fondsausgaben herbeigeführt wird, kann der Abgabesatz für alle Unternehmen einheitlich festgesetzt werden.

Auf den Einbezug der Gewinnsteuer in Tab. 3-8 wurde verzichtet, weil sie nur juristische Personen erfasst und Personengesellschaften ausklammert, zudem sind ihre Einnahmen sehr konjunkturabhängig sind. Auch der Umsatz ist als Kriterium ungeeignet, da er nicht auf die unterschiedlichen Vorleistungen in den Branchen Rücksicht nimmt. So würden bei einem einheitlichen Abgabesatz Gross- und Detailhandelsunternehmen wie Migros und Coop stärker belastet als industrielle Unternehmen oder das Baugewerbe. Falls diesem Umstand Rechnung getragen wird, müssten die Abgabesätze nach Branche differenziert werden, was administrativ kompliziert wird, sobald eine Unternehmen in mehreren Branchen tätig ist.

Tabelle 3-8: Mögliche Bemessungsgrundlagen für die Fondsabgaben

Anforderungen an die Fondsabgaben	mögliche Bemessungsgrundlagen

	Anzahl Beschäftigte	AHV-Lohnsumme	Umsatz gemäss Mehrwertsteuer	Wertschöpfung
Einfachheit / Allgemeinheit	Ja	Ja	Nein *	Nein **
Erhebungsaufwand	mittel	gering	gering	hoch **
Ergiebigkeit / Spürbarkeit: Abgabesatz zur Erzielung von Einnahmen von 500 Mio Fr.	130 Fr. pro Kopf	2 Promille	2,2 Promille	1,6-1,8 Promille
Konjunkturabhängigkeit der Einnahmen	grösser als bei der MwSt	niedrig	niedrig	niedrig
Zunahme der Einnahmen parallel zum Wirtschaftswachstum	Nein (langsamer)	Ja	Ja	Ja
Wettbewerbsneutralität bezüglich dem Einsatz von Arbeitskräften und Kapital?	nein	nein	ja	Ja
Verfassungsänderung nötig?	Nein	Nein	Ja	Ja

\* Kleinbetriebe sind nicht mehrwertsteuerpflichtig, ebensowenig Banken, Versicherungen, Exportgeschäfte, Wohnungsmieten, Gesundheitsausgaben usw.

\*\* wird nur von wenigen Unternehmen mit dem Jahresabschluss ausgewiesen

Eine Wertschöpfungssteuer wäre zwar eine geeignete Abgabe, allein der Erhebungsaufwand wäre beträchtlich, ebenso der Steuerwiderstand, da alle Unternehmen eine zusätzliche Steuererklärung abzugeben hätten. Die Anzahl der Beschäftigten ist zwar eine einfache, aber problematische Bemessungsgrundlage. Sie benachteiligt Unternehmen, die überdurchschnittlich viele Teilzeiterwerbstätige beschäftigen, und Branchen mit unterdurchschnittlichen Löhnen. Da auf einen Stichtag abgestellt werden muss, ergeben sich zudem Probleme in Branchen mit Saisonschwankungen (Gastgewerbe, Bergbahnen, Baugewerbe usw.).

Aus diesen Gründen sollte auf die AHV-Lohnsumme abgestellt werden. Dies ist administrativ einfach zu handhaben und vermeidet die Probleme, die bei einer Abgabe pro Beschäftigten auftreten. Für ein Fondsvolumen von 500 Mio Franken wäre ein Abgabesatz von 2 Promille erforderlich, für eine volle Abdeckung der Teilkosten 3 Promille. Ein Zuschlag zur Mehrwertsteuer wäre zwar administrativ

ebenso einfach umzusetzen, erfordert indessen eine Verfassungsänderung, so dass die *lipa* letztlich zweimal das Volks- und Ständemehr zu überwinden hätte.

Zum Abschluss soll anhand eines schematischen Beispiels für Lehrlinge aus verschiedenen Branchen dargelegt werden, wie der Berufsbildungsfonds funktionieren würde. Es wird unterstellt, dass den Lehrbetrieben die Teilkosten zu 75% abzugelten sind. Wie Tabelle 3-9 zeigt, haben die Lehrbetriebe somit einen Anspruch auf 400-7'000 Franken pro Lehrling im Jahr. Der Berufsbildungsfonds kann diesen Anspruch durch direkte Zahlungen an die betreffenden Lehrbetriebe oder aber indirekt durch entsprechende Zuschüsse an überbetriebliche Kurse, Prüfungsgebühren usw. befriedigen. Letzteres wäre für alle Branchen möglich mit Ausnahme des Einzelhandels, wo die externen Kosten der Lehrbetriebe tiefer sind als die Abgeltung. Voraussetzung für die administrative Abwicklung ist in jedem Falle eine genügend präzise Kenntnis der Teilkosten der Lehrbetriebe.

Tabelle 3-9. Beispiel für den Lastenausgleich durch den Berufsbildungsfonds  
(Angaben in Franken pro Jahr und pro Lehrling)

Branche	Teilkosten (= TK)	Externe Kosten *	Abgeltung (= 75% TK)
Maschinenindustrie	5'500	6'000	4'100
Baugewerbe	500	4'000	400
Einzelhandel	3'000	3'300	2'300
Andere Branchen	9'500	7'000	7'000

\* Kosten für überbetriebliche Kurse, für externe Ausbildner, für die Ausbildung von Lehrmeister/innen, Prüfungsgebühren usw.; Schätzung aufgrund des Anteils der „anderen Kosten“ an den Bruttokosten gemäss Hanhart/Schulz (1998), S. 59;  
die Zahlen entsprechen denen von Tabelle 2-8 (Seite 15), sind aber zur Verdeutlichung gerundet worden

### 3.3.5 Einbezug bestehender Fondslösungen

Es ist hier nicht der Ort, um für jeden kantonalen oder Branchenfonds darzulegen, wie er in einen Berufsbildungsfonds des Bundes eingepasst werden kann. Vielmehr soll exemplarisch aufgezeigt werden, wie dies in den beiden wichtigsten Fällen auf eine einfache Art vorgenommen werden kann. Wegleitend sind dabei die folgenden Grundsätze:

- Die bestehenden Fonds sollen durch den neuen Bundesfonds nicht verdrängt werden.
- Die Gesamtbelastung durch die Berufsbildungsabgaben soll für alle Unternehmen möglichst gleich hoch und unabhängig davon sein, ob ein Unternehmen einem kantonalen oder einem Branchenfonds angeschlossen ist oder nicht.
- Die Erhebung der Abgaben soll administrativ möglichst einfach sein.

Der Parifonds des Bauhauptgewerbes dient zur Finanzierung von Aus- und Weiterbildungsmassnahmen. Dazu werden 0,5% (= 5 Promille) der SUVA-pflichtigen Lohnsumme (d.h. von Bruttolöhnen bis rund 108'000 Fr. pro Jahr) erhoben. Rund 75% der Mittel werden für die Kosten der Berufsbildung von Lehrlingen aufgewendet.<sup>30</sup> Der relevante Abgabesatz beträgt damit 3,75‰ und liegt über jenem des Bundesfonds. Demzufolge können die Unternehmen des Bauhauptgewerbes von der Abgabe an den Bundesfonds gänzlich befreit werden, der Bundesfonds unterstützt seinerseits keine Berufsbildungsmassnahmen des Bauhauptgewerbes.

Im Kanton Neuenburg wird eine Abgabe von 20 Fr., im Kanton Genf von 15 Fr. und in der grafischen Industrie eine solche von 60 Fr. pro Beschäftigten und pro Jahr für den Berufsbildungsfonds erhoben.<sup>31</sup> Bezogen auf ein mittleres jährliches Bruttoeinkommen von 60'000 Franken betragen diese Abgaben 0,25-1 Promille der AHV-Lohnsumme. Sie liegen damit deutlich unter der Abgabe des Bundesfonds. Die Unternehmen haben deshalb Abgaben an den Bundesfonds zu entrichten. Für die administrative Abwicklung sind zwei Varianten denkbar:

---

<sup>30</sup> Schweiz. Baumeisterverband (1999), S. 2.

<sup>31</sup> SGB 5.4.2001; Viscom – Syna – comedia 1999-2004, S. 64 (Art. 614).

- Die dem kantonalen oder Branchenfonds geleisteten Abgaben können bei den Abgaben an den Bundesfonds in Abzug gebracht werden.
- Dem Bundesfonds ist die volle Abgabe zu entrichten. Die kantonalen und die Branchenfonds erhalten die ihnen zustehenden Einnahmen direkt vom Bundesfonds.

Vermutlich ist die zweite Variante sowohl für die Unternehmen wie auch für die Fonds weniger aufwendig. Im Kanton Genf wird gegenwärtig die Abgabe durch die AHV-Ausgleichskasse erhoben. Eine solche Lösung wäre auch in den anderen Kantonen zweckmässig.

Gemäss Initiativtext regelt der Bund die Verteilung der Fondsmittel auf die Kantone und diese sind zuständig für die Verwendung der Mittel. Es stellt sich nun die Frage, nach welchen Kriterien der Bund die Mittel auf die Kantone verteilt. Speziell ist zu klären, ob die Kantone, die bereits einen Berufsbildungsfonds besitzen (FB, TI, NE, GE), eine Vorzugsbehandlung erfahren sollen.

Solange der Bundesfonds einzig dazu dient, den Lastenausgleich unter den Unternehmen vorzunehmen, sind die gesamten Fondsmittel aufgrund der Teilkosten der (den qualitativen Anforderungen genügenden) Lehrstellen auf die Kantone zu verteilen. Diese leiten sie anschliessend entweder direkt an die Lehrbetriebe weiter oder entlasten die Lehrbetriebe durch die Übernahme von betriebsexternen Ausbildungskosten (z.B. für überbetriebliche Kurse, Prüfungsgebühren usw.).

Sollte der Bundesfonds weitere Aufgaben übernehmen, sind die Ausgaben dementsprechend differenziert auf die Kantone zu verteilen. So wäre es denkbar, die Berggebiete oder die Regionen mit einem überdurchschnittlichem Anteil an jugendlichen Ausländer/innen besonders zu fördern. Für innovative Ausbildungsangebote könnten ebenfalls spezielle Fondsmittel bereitgestellt werden, die Verteilung auf die Kantone würde sich aufgrund von deren Innovationskraft ergeben. Aus dem Gesagten geht hervor, dass für die Kantone mit bestehenden Berufsbildungsfonds (d.h. FR, TI, NE und GE) keine Vorzugsbehandlung erfolgen sollte.

### 3.5 Kritik an der *lipa*

In der Botschaft des Bundesrates und der Studie von Frick/Huth werden folgende Gegenargumente zur *lipa* geäussert:

- Ein Recht auf Ausbildung wird als wenig zweckmässig erachtet. Es wird bezweifelt, ob sich die Ausbildungsquote aufgrund der Bildungswilligkeit und -fähigkeit noch wesentlich erhöhen lasse, zudem wird behauptet, dass das Kosten-Ertrags-Verhältnis („Bildungsrendite“) für Jugendliche mit geringer Bildungsfähigkeit negativ ausfalle.<sup>32</sup>
- Eine Steigerung der Ausbildungsqualität um jeden Preis sei wirtschaftlich nicht sinnvoll. Der Bund und die tripartiten Kommissionen in den Kantonen hätten nicht bessere Informationen über die erforderlichen Berufsqualifikationen als die Unternehmen, die Stossrichtung sei also stark interventionistisch.<sup>33</sup>
- Die Abgabe könne sich nicht auf anerkannte Kriterien zur Erfassung der Kosten stützen.<sup>34</sup> Eine einheitliche Abgabe pro Beschäftigten wirke zudem strukturverzerrend, weil sie nicht auf unterschiedliche Ausbildungskosten und generell nicht auf das Lohnniveau in den einzelnen Branchen Rücksicht nehme.<sup>35</sup>
- Zu grosser administrativer Aufwand für die Erhebung der „einzigartigen“ Abgabe, „da die Höhe der Abgabe branchenweise oder gar für jedes Unternehmen separat festzulegen wäre.“<sup>36</sup> Der Bundesrat rechnet allein für die Erhebung der Abgabe mit 20, für die Verteilung der Mittel und die Qualitätsüberprüfung mit weiteren 80, also total 100 zusätzlichen Stellen.
- Ein Fondsvolumen von 400-500 Millionen Franken übersteige die „Absorptionsfähigkeit“ des Fonds.<sup>37</sup> Die „Wirtschaft“ sollte nicht zu höheren Beiträgen an die allgemeinen Kosten der Berufsbildung verpflichtet werden. Soweit dies nicht auf die Preise oder auf die Löhne überwälzt werden könne, reduziere dies die Ausbildungsbereitschaft der Unternehmen.<sup>38</sup>

---

<sup>32</sup> Frick A., Huth P. (199), S. 26.

<sup>33</sup> Ebenda, S. 28

<sup>34</sup> Botschaft Bundesrat (2000), S. 108.

<sup>35</sup> Frick A., Huth P. (199), S. 27.

<sup>36</sup> Botschaft Bundesrat (2000), S. 109.

<sup>37</sup> Ebenda, S. 109.

<sup>38</sup> Frick A., Hutz P. (1999), S. 27.

- Der Bundesrat rechnet sodann damit, dass ein Anreiz für die Unternehmen geschaffen werde, sich von der Ausbildungsverantwortung „loszukaufen“, insbesondere würde eine rezessionsbedingte Abnahme der Anzahl Lehrstellen bei normalem Wirtschaftsgang kaum mehr kompensiert, so dass die Berufslehre insgesamt mehr schulisch erfolgen an Praxisbezug verlieren würde.<sup>39</sup>

Mit einer Abgabe, die an der AHV-Lohnsumme anknüpft, werden eine Reihe der obigen Gegenargumente gegenstandslos:

- der administrative Aufwand für die Erhebung der Abgabe wie auch für die Verteilung der Mittel ist gering. Denn aufgrund ihrer Subventionspraxis haben Bund und Kantone präzise Kenntnisse über die Kosten von überbetrieblichen Kursen, Lehrwerkstätten, Fachkursen, Prüfungen und von Ausbildungsgängen für Prüfungsexperten/innen, Lehrmeister/innen und Ausbilder/innen.
- Die Abgabe führt zu keinen Strukturverzerrungen.
- Der Bundesfonds benötigt allein für einen vollen Lastenausgleich 600-720 Mill. Franken pro Jahr. Er kann damit 500 Mill. Franken problemlos „absorbieren“, ohne dass die Wirtschaft zu höheren Beträgen an die allgemeinen Kosten der Berufsbildung herangezogen werden muss.
- Der Lastenausgleich kann sich auf anerkannte, in Deutschland seit längerer Zeit erprobte Kostenbegriffe (insbesondere die Teilkosten) stützen. Aufgrund der Studie von Hanhart-Schulz und der dieses Jahr laufenden Untersuchung der Universität Bern sollten sich die Teilkosten für die einzelnen Branchen und Betriebsgrößen mit genügender Genauigkeit beziffern lassen.

Der Auffassung des Bundesrates, dass ein Berufsbildungsfonds einen Anreiz für die Unternehmen schaffe, sich von der Ausbildungsverantwortung „loszukaufen“, wird von Frick/Huth widersprochen. Dies mit dem Argument, dass die Unternehmen genau dann Lehrlinge ausbilden, wenn sie sich einen Vorteil davon versprechen.<sup>40</sup> Mit einem Lastenausgleich unter den Unternehmen (und wohl auch mit weiteren Massnahmen) wird der Anreiz zur betrieblichen Ausbildung erhöht. Der Einwand

---

<sup>39</sup> Ebenda, S. 98 und S. 112.

<sup>40</sup> Frick A., Huth P. (2000), S. 31

(des Bundesrates) entspreche „keiner ökonomischen Logik“.<sup>41</sup> Dem bleibt nur beizufügen, dass gerade der fehlende Lastenausgleich unter den Unternehmen zum Rückgang des Lehrstellenangebots in der Rezession während der neunziger Jahre beigetragen haben dürfte.

---

<sup>41</sup> Ebenda.



Damit verbleiben die Kritik am Recht auf Ausbildung, an der Steigerung der Ausbildungsqualität „um jeden Preis“ und an der interventionistischen Stossrichtung.

Frick/Huth gehen bei ihrer Kritik am Recht auf Ausbildung von zwei Fehlüberlegungen aus:

- Sie meinen, dass lediglich 4-5% der Schulabgänger/innen keinen anerkannten Abschluss auf der Sekundarstufe II erreichen.<sup>42</sup> In Tat und Wahrheit liegt die Quote aber bei 15-20%.<sup>43</sup>
- Sie unterstellen, dass ausschliesslich Jugendliche mit geringer Bildungsfähigkeit keinen Abschluss vorweisen können. Dies mag allenfalls für gewisse Schweizerinnen und Schweizer zutreffen. Bei ausländischen Jugendlichen (insbesondere aus Ex-Jugoslawien, Portugal und der Türkei) gibt es indessen noch ein grosses Potential an Bildungsfähigen, insbesondere unter den Frauen.<sup>44</sup>

Unqualifizierte besitzen unbestrittenermassen ein viel grösseres Risiko, arbeitslos zu werden und zu bleiben, als qualifizierte Arbeitskräfte. Dies wird sich zukünftig weiter akzentuieren, da die Anzahl der Arbeitsplätze, die keine oder nur eine geringe Ausbildung erfordern, weiter sinken wird. Sodann beziehen Unqualifizierte niedrigere Löhne und sind eher von der Sozialhilfe abhängig. Zu hinterfragen ist deshalb, ob Frick/Huth die effektiven „Bildungsrenditen“ korrekt einschätzen. Neben der politisch gewollten Chancengleichheit sprechen auch volkswirtschaftliche Gründe für ein Recht auf Ausbildung.

Frick/Huth unterstellen der *lipa*, dass sie die Ausbildungsqualität „um jeden Preis“ steigern wolle.<sup>45</sup> Sie übersehen, dass sich die Qualitätsansprüche der *lipa* nicht grundlegend von denen des neuen BBG unterscheiden. Eine bessere Berücksichtigung der Schlüsselqualifikationen und der Allgemeinbildung sind kein Luxus, sondern für die Flexibilität und Weiterbildungsfähigkeit der Ausgebildeten zentral. Wenn es nicht gelingt die Ausbildungsqualität zu verbessern, kann der Strukturwandel nicht befriedigend bewältigt werden. Die leistungsfähigen

---

<sup>42</sup> Frick A., Huth P. (2000), S. 26.

<sup>43</sup> BfS, Bildungsindikatoren (1999), S. 84-85; Berufsbildungsbericht (1996), S. 19.

<sup>44</sup> siehe Fussnote 16, S. 16

<sup>45</sup> Frick A., Huth P. (2000), S. 28.

Jugendlichen würden sich vermehrt den Gymnasien zuwenden. Das Erfolgsmodell der Berufslehre würde so langfristig Gefahr laufen, auf die traditionellen, gewerblich-handwerklichen Berufe reduziert zu werden. In den anderen Berufsfeldern müssten vermehrt oder ausschliesslich betriebsferne Ausbildungsgänge Platz greifen, welche den Staat mehr kosten würden. Es herrscht ein breiter Konsens, dass es eine solche Entwicklung zu verhindern gilt.

Schliesslich zum Vorwurf des „Interventionismus“. Frick/Huth bezweifeln, ob die Berufsbildungsfonds bei der Verteilung der finanziellen Mittel die besseren Informationen über die erforderlichen Qualifikationsanforderungen besitzen als die Unternehmen.<sup>46</sup> Sie übersehen, dass die Berufsbildungsfonds nicht von weltfremden Bürokraten, sondern von tripartiten Kommissionen verwaltet werden. Der Sachverstand der Unternehmen fliesst vollumfänglich in die Entscheidungen ein, wird aber durch die Interessen und Erfahrungen aus der Arbeitnehmerschaft und des Staates ergänzt. Gerade zur Bewältigung des Strukturwandels ist eine Sichtweise, die über den kurzfristigen Horizont einzelner Unternehmen hinaus geht, kein Schaden. Die tripartiten Kommissionen könnten vielmehr konsensuale Lösungen erleichtern.

---

<sup>46</sup> Frick A., Huth P. (2000), S. 28.

## Quellen

- Berufliche Grundbildung und höhere Berufsbildung, Schlussbericht, B.S.S., Basel 4.9.2000
- BIBB (1999), Bundesinstitut für Berufsbildung, Ökonomische Aspekte beruflicher Bildung, Bonn, Mai 1999
- Blöchliger, Hansjörg, Parisi, Patrick, Pauschalisierung von Bundesbeiträgen für die Berufsbildung. Verschiedene Modelle und deren Auswirkungen für die Kantone.
- Dumont, Jeannine, Prognosen zur Zukunft der Schweizer Berufsbildung, in: Die Volkswirtschaft 2-2001, S. 16-20
- Frick, Andres, Huth, Petra (2000), Finanzierungsmodelle für die Berufsbildung, Studie im Auftrag des Bundesamtes für Berufsbildung und Technologie (BBT), Konjunkturforschungsstelle der ETH Zürich, Zürich, Januar 2000
- Frick, Andres, Staib, Daniel (1999), Öffentliche Finanzierung der Berufsbildung in der Schweiz, Studie im Auftrag des Bundesamtes für Berufsbildung und Technologie (BBT), Konjunkturforschungsstelle der ETH Zürich, Zürich, September 1999
- Geser, Hans, Zwischen Abwehr und Aufbruch: Die Einstellung der Schweizer Unternehmen zu Reformen in der Berufsbildung, in: Die Volkswirtschaft 2-2001, S. 10-15
- Gertsch, Marianne u.a. (2000), Der Lehrstellenbeschluss 1. Evaluation, Schlussbericht. Universität Bern, Koordinationsstelle für Weiterbildung, Arbeitsbericht 27, Bern
- Hanhart, Siegfried, Schulz, Hans-Rudolf, Lehrlingsausbildung in der Schweiz. Kosten und Finanzierung. Nationales Forschungsprogramm 33, Wirksamkeit unserer Bildungssysteme, Zürich 1998
- Integration der Ausländerinnen und Ausländer im Bereich der Berufsbildung und Berufstätigkeit, Arbeitsgruppe der Bundesratsparteien, Bern, 20.1.2001
- *lipa* (Okt. 1999): Sigerist, Peter, Zimmermann, Adrian, *lipa*, Lehre statt Leere, Erläuterungen zur Lehrstellen-Initiative, Bern, 26.10.1999
- Müller, Fabrice, Berufsbildungsgesetz in Revision: Was kostet sie? in: Mediendienst Berufsbildung, hrsg. von der Deutschschweizerischen Berufsbildungsämter-Konferenz (DBK), Nr. 20, Jan. 2000. S. 2-6
- Schweizerischer Baumeisterverband, SBV-Studie „Finanzierung der Berufsbildung“, Management-Summary, Zürich, 5.10.2000
- SGB 5.4.2001: Vergleich zwischen *lipa*-Berufsförderung Kt. Genf, Kt. Neuenburg und Kt. Schaffhausen und nBBG, o.V., o.O.
- Sigerist, Peter, Zimmermann, Adrian, *lipa*, Lehre statt Leere, Erläuterungen zur Lehrstellen-Initiative, Bern, 26.10.1999 (zitiert als *lipa*, Okt. 1999)
- Sigerist, Peter, *lipa*, Unterlagen zum Hearing in der WBK-N vom 1.2.2001
- Sigerist, Peter, Die Herausforderungen an das Berufs- und Weiterbildungssystem – die Vorschläge des SGB, Pressekonferenz des SGB vom 8.1.2001
- Sigerist, Peter, Die Lehrstellen-Initiative rasch zur Abstimmung bringen, Beilage zum Sekretariatsbericht 2000.03.04 des SGB, Bern, 16.2.2001
- Viscom – Syna – comedia, Gesamtarbeitsvertrag 1999-2004

## Dokumente des Bundes

- Bericht des Bundesrates zur Berufsbildung (Bundesgesetz über die Berufsbildung), Bern 1996 (zitiert als Berufsbildungsbericht 1996)
- Botschaft zu einem neuen Bundesgesetz über die Berufsbildung (Berufsbildungsgesetz, BBG) vom 6.9.2000, BBl 2000 III, S. 5686-5805 (Vorlage Nr. 00.072)
- Botschaft über die Volksinitiative „für ein ausreichendes Berufsbildungsangebot (Lehrstellen-Initiative)“ vom 25.10.2000, BBl 2000 IV, S. 97.115 (Vorlage 00.086)
- Bundesamt für Berufsbildung und Technologie (BBT), Finanzierung der Berufsbildung, Papier zuhanden der WBK-N vom 26.2.2001
- Bundesamt für Berufsbildung und Technologie (BBT), Finanzierung der Berufsbildung. Übersicht über die in einigen europäischen Staaten zur Diskussion stehenden oder bereits praktizierten Anreizsystemen bzw. Umlageverfahren, internes Papier vom 31.10.1998
- Bundesamt für Statistik, Öffentliche Finanzen der Schweiz, Bern 1999
- Bundesamt für Statistik, Bildungsindikatoren Schweiz 1999, Neuchâtel 1999
- Bundesamt für Statistik, Betriebszählung 1998, Schweiz und Kantone 1991/95/98, Neuchâtel 2000
- Bundesamt für Statistik, Statistisches Jahrbuch der Schweiz, div. Jg.
- Bundesbeschluss über die Finanzierung der Massnahmen zur Verbesserung des Lehrstellenangebots und zur Entwicklung der Berufsbildung (Lehrstellenbeschluss II) vom 8.6.1999, SR 412.100.4 [http://www.lehrstellenbeschluss2.ch/pages/d/a/cont\\_a1.html](http://www.lehrstellenbeschluss2.ch/pages/d/a/cont_a1.html)
- Parlamentarische Initiative, Bundesgesetz über Sondermassnahmen für Umschulungen und Weiterbildung in den Berufen der Informations- und Kommunikationstechnologien (ICT-Umschulungsgesetz), Bericht der Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur vom 1.3.2001
- seco (Staatssekretariat für Wirtschaft), Direktion für Arbeit, Integration von AusländerInnen, Bern, 9.1.2001